

## **Les limites de la dissuasion**

Bruno Tertrais, Maître de recherche

(22 janvier 2009)

Avec le soutien du Centre d'analyse et de prévision  
et de la Délégation aux affaires stratégiques

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique  
27 rue Damesme – 75013 PARIS

ISSN : 1966-5156  
ISBN : 978-2-911101-43-4  
EAN : 9782911101434

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1 – LES PRINCIPES : UN MÉCANISME UNIVERSEL .....</b>	<b>5</b>
<b>2 – LA PRATIQUE : LES LIMITES DE LA DISSUASION .....</b>	<b>16</b>
<b>2.1 – La dimension psychologique .....</b>	<b>16</b>
2.1.1 – Les limites de la rationalité.....	16
2.1.2 – Quelques cas particulièrement difficiles .....	17
2.1.3 – Quand les « valeurs » priment sur les « intérêts ».....	19
2.1.4 – Le cas exemplaire de l'Iran .....	20
<b>2.2 – La dimension stratégique .....</b>	<b>22</b>
2.2.1 – La bonne compréhension de l'adversaire.....	22
2.2.2 – La réceptivité à la menace de dommages massifs contre le territoire.....	27
2.2.3 – L'existence d'un centre de décision unique et d'une communication efficace .....	29
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>33</b>
<b>3.1. – Conclusions .....</b>	<b>33</b>
<b>3.2. – Sept recommandations .....</b>	<b>33</b>

## **Introduction**

Ce texte résulte d'un projet de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), soutenu par le Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères et la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense. Le projet a pour but de permettre de mieux appréhender la validité de la théorie de la dissuasion, et des doctrines qui en sont issues, dans des situations plus complexes et plus diverses que par le passé. Il a également pour but, de ce fait, de donner des arguments dans les débats sur la lutte contre la prolifération nucléaire et sur l'avenir de la dissuasion nucléaire.

Le présent texte met à jour un document intermédiaire rédigé en avril 2008, intitulé « La logique de dissuasion est-elle universelle ? ».

Les interrogations sur l'importance de la dimension culturelle dans l'exercice de la dissuasion n'ont commencé que dans les années 1970. Auparavant, comme le résume un analyste, l'on estimait généralement que « *les armes nucléaires étaient si destructrices qu'elles rendaient les différences culturelles non pertinentes* ». C'est ce qui a permis l'émergence de la théorie de la dissuasion, « *inspirée par les présupposés (l'existence d'acteurs rationnels homogènes) et la méthodologie (la théorie des choix rationnels) de la science économique* ».<sup>1</sup>

La montée en puissance de certains grands pays (Chine, Inde), l'émergence de nouveaux États possédant l'arme nucléaire (Corée du Nord, Pakistan) ou fortement soupçonnés de vouloir s'en doter (Iran) ont donné un tour nouveau à ce débat. La possibilité d'une nouvelle « vague » de prolifération nucléaire, notamment au Moyen-Orient et en Asie du nord-est, rend la question de plus en plus pertinente.

Alors que certains stratèges ou responsables occidentaux continuent à penser que « l'atome rend sage », que peut-on dire de la perception de la dissuasion des pays caractérisés par une culture nationale essentiellement non occidentale ? La recherche doit pour cela procéder à l'examen de plusieurs questions distinctes : celle de la *rationalité* des acteurs, c'est-à-dire de leur accessibilité au calcul coûts/bénéfices, etc. ; celle de la *réceptivité* des acteurs à la logique de la dissuasion par menace de représailles ; celle de la *compréhension* par ces acteurs des intérêts et valeurs des pays occidentaux, ainsi que de leurs doctrines nucléaires ; celle de leurs propres *pratiques* de dissuasion, lorsqu'elles existent et peuvent être connues.

---

<sup>1</sup> Michael C. Desch, « Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies », *International Security*, vol. 23, n° 1, été 1998, p. 1454.

## 1 – **Les principes : un mécanisme universel**

On peut affirmer qu'il y a sans nul doute **une part d'universalité dans la logique de la dissuasion**. Cette part concerne les principes mêmes qui la sous-tendent.

La dissuasion consiste à prévenir un acte en persuadant l'acteur concerné que les coûts d'une telle action excèdent ses bénéfices. Ces coûts peuvent être directs (dissuasion par interdiction) ou indirects (dissuasion par représailles). Or la logique de dissuasion est à l'œuvre au sein de la plupart des structures sociétales. Dès l'enfance, l'être humain apprend qu'il peut être puni s'il effectue une action répréhensible. Les fondements de cette logique se trouvent dans l'instinct de survie : elle est ainsi accessible à certains animaux, même relativement bas sur l'échelle de l'évolution.<sup>2</sup>

Les codes pénaux relèvent, pour partie, de la dissuasion, et sont au nombre des modes de régulation les plus anciens de la civilisation (code d'Hammourabi). On peut d'ailleurs faire remonter la conceptualisation de la notion de dissuasion à la naissance de la criminologie moderne, incarnée par les travaux des philosophes Cesare Beccaria (1738-1794) et surtout Jeremy Bentham (1748-1832). Cherchant à définir une doctrine sociale de « l'utilitarisme », la réflexion de ce dernier sur le système pénal le conduisit notamment à proposer le terme de « *determent* » (la punition comme moyen de décourager le crime), resté en usage courant dans la langue anglaise jusque dans les années 1950.

**Les régimes autoritaires ne sont pas moins susceptibles que les autres d'être accessibles à la logique de dissuasion** : en effet, la personnalisation du pouvoir qui les caractérise fréquemment signifie que le dialogue dissuasif peut s'en trouver facilité. Il en est de même pour les régimes animés par une forte idéologie nationaliste, pour lesquels la survie, le développement et l'expansion de la nation sont des objectifs primordiaux, qu'il faut donc préserver.<sup>3</sup>

Il semble également possible d'avancer que les acteurs se situant au sommet de la chaîne du pouvoir politique (qui sont ceux que l'on cherche, dans la dissuasion nucléaire, à influencer<sup>4</sup>) sont, par définition, susceptibles de savoir procéder à un calcul coûts/bénéfices. Ils sont donc, de ce point de vue, des acteurs fondamentalement rationnels. Sauf cas extrême, même un jeune officier parvenant brutalement au pouvoir à la suite d'un coup d'État a dû mettre en œuvre, pour son ascension au sein du système, des stratégies rationnelles. Un commentateur précise à propos de la Corée du Nord : « *pour vous frayer un chemin jusqu'au sommet des cercles dirigeants du Parti des travailleurs*

---

<sup>2</sup> Cf. les expériences de laboratoire avec des rats qui font l'apprentissage de la « récompense » et de la « punition ».

<sup>3</sup> « *Les nationalistes sont attentifs au sort de leur peuple et de leur État, qui doivent perdurer pour qu'eux-mêmes puissent prospérer* ». Noah Feldman, « Nuclear holocaust: A risk too big even for martyrs? », *The International Herald Tribune*, 27 octobre 2006.

<sup>4</sup> La dissuasion peut concerner d'autres acteurs. En 2003, les États-Unis ont tenté d'exercer une « dissuasion personnelle » envers certains exécutants militaires irakiens, les laissant entendre qu'ils seraient tenus pour personnellement responsables en cas d'usage d'armes chimiques.

coréens – il faut être extrêmement rationnel, parce que si vous faites une erreur, il est peu probable que dans cette société on vous donnera une deuxième chance ».<sup>5</sup>

**L'Iran** est considéré par de nombreux analystes comme étant gouverné par un régime rationnel et prudent, dont la survie serait l'objectif premier. Une étude approfondie réalisée par des experts israéliens a conclu que « *les décisions du régime iranien sont rationnelles (lorsqu'elles sont analysées du point de vue iranien)* ». <sup>6</sup> Le comportement de l'Iran est jugé prudent, et aucunement suicidaire. <sup>7</sup> De nombreux auteurs spécialistes de l'Iran mettent en avant le pragmatisme des dirigeants du pays. <sup>8</sup> L'observation du comportement du régime conduirait inévitablement à la conclusion que ce dernier est « *très sensible aux coûts* ». <sup>9</sup> Le régime de Téhéran serait rationnel et la caricature du « *mad mullah* » ne correspondrait aucunement à la réalité. <sup>10</sup> La communauté américaine du renseignement est unanime pour suggérer que, sur la question nucléaire, « *les décisions de Téhéran sont guidées par une approche coûts-bénéfices* ». <sup>11</sup> (La décision d'octobre 2003 de suspendre, pour un temps au moins, les activités nucléaires de militarisation par crainte de sanctions serait un exemple d'un tel comportement.) Ainsi **de nombreux analystes sont-ils d'avis que la dissuasion pourrait jouer face à Téhéran.** <sup>12</sup> A l'appui de cette thèse, deux épisodes sont fréquemment mis en avant :

- ➔ La décision de Khomeiny d'accepter le **cessez-le-feu avec l'Irak en 1988** peut être analysée en ce sens, la poursuite du conflit pouvant mettre en cause la survie du régime, notamment si les États-Unis entraient en guerre contre l'Iran. <sup>13</sup> La survie du régime est généralement considérée comme l'objectif premier des dirigeants iraniens. <sup>14</sup> Et pour l'analyste américain Michael Eisenstadt, après des années de violence

---

<sup>5</sup> Daniel Pinkston, Center for Nonproliferation Studies, *National Public Radio*, 24 juin 2006. Le cas des dirigeants appelés à gouverner du seul fait de leur lignée est une exception, mais ils contrôlent rarement d'emblée les leviers de pouvoir : Kim Jong-Il a dû agir rationnellement pour consolider son leadership au sein de l'appareil nord-coréen.

<sup>6</sup> Alex Mintz, Intervention à la 8<sup>ème</sup> Conférence Herzliya, 22 janvier 2008. Voir également Chuck Freilich, *Speaking about the Unspeakable. US-Israeli Dialogue on Iran's Nuclear Program*, The Washington Institute for Near East Policy, 2007, pp. 14-15.

<sup>7</sup> Gerald Steinberg, « Walking the Tightrope: Israeli Options in Response to Iranian Nuclear Developments », in Judith S. Yaphe & Charles D. Lutes, *Reassessing the Implications of a Nuclear-Armed Iran*, McNair Paper n° 69, Institute for National Strategic Studies, National Defense University, 2005.

<sup>8</sup> Voir par exemple David Menashri, *Post Revolutionary Politics in Iran: Religion, Society and Power* (Londres : Frank Cass, 2001) ; et Shireen T. Hunter, *Iran after Khomeyni* (New-York : Praeger, 1992).

<sup>9</sup> Shai Feldman cité in Paul Starobin, « Of Mullahs And MADness », *The National Journal*, 19 mai 2006.

<sup>10</sup> Voir par exemple Willis Stanley, *The Strategic Culture of the Islamic Republic of Iran*, Science Applications International Corporation, 31 octobre 2006, p. 17.

<sup>11</sup> National Intelligence Estimate, *Iran: Nuclear Intentions and Capabilities*, National Intelligence Council, novembre 2007.

<sup>12</sup> Noah Feldman, « Nuclear holocaust: A risk too big even for martyrs? », *The International Herald Tribune*, 27 octobre 2006 ; David Ignatius, « The Myth of the Mad Mullahs », *The Washington Post*, 5 décembre 2007.

<sup>13</sup> Caroline F. Ziemke, « The National Myth and Strategic Personality of Iran: A Counterproliferation Perspective », in Victor A. Utgoff (dir.), *The Coming Crisis. Nuclear Proliferation, US Interests, and World Order* (Cambridge: MIT Press, 2000), p. 113, p. 129. La destruction accidentelle d'un avion de ligne iranien par les États-Unis le 3 juillet 1988 avait été interprétée comme un acte délibéré.

<sup>14</sup> Mintz, op. cit.

révolutionnaire et une longue guerre meurtrière contre l'Irak, l'Iran a développé une « *aversion au risque* ». <sup>15</sup>

- ➔ **L'absence d'opération contre les intérêts américains depuis 1996** (attentat de *Khobar Towers*, logements américains sur le territoire saoudien). Selon Richard Clarke, à l'époque coordonnateur du contre-terrorisme à la Maison-Blanche, Washington avait adressé un avertissement à Téhéran sous la forme d'une « *opération de renseignement* ». La nature de cette opération n'a pas été rendue publique – il s'agissait, semble-t-il, de l'exposition d'agents iraniens dans divers pays – mais selon Clarke, l'avertissement fut parfaitement entendu. <sup>16</sup> Cet épisode peut être mis au crédit de la thèse selon laquelle le « dialogue dissuasif » est possible avec l'Iran.

D'autres **décisions stratégiques prises par les dirigeants de puissances régionales**, parfois difficiles à comprendre sur le moment, peuvent, rétrospectivement, s'avérer **parfaitement rationnelles** :

- ➔ L'attaque de **Pearl Harbor** en 1941 était, du point de vue japonais, justifiée par la décision américaine d'embargo sur la vente de produits pétroliers après l'invasion de la péninsule indochinoise. Le pétrole américain (80 % de l'approvisionnement du pays) était vital pour la réalisation du projet japonais de conquête de l'Asie et le maintien de l'occupation de la Chine. En juillet 1941, le refus américain de discuter les termes d'un *modus vivendi* rendit la guerre quasiment inévitable du point de vue de Tokyo. De plus, le Japon préférait le risque de la défaite à celui du déshonneur : « *l'oblitération était préférable à une paix dont le prix aurait été sa singularité et son honneur. La survie en des termes dictés par les États-Unis n'aurait pas été la survie* ». <sup>17</sup>
- ➔ Israël pensait dissuader la **Jordanie** d'entrer en guerre en 1967, faisant comprendre au roi Hussein qu'il risquait de perdre la Cisjordanie et Jérusalem. Mais celui-ci estima qu'il aurait été encore plus risqué pour la légitimité de son régime de ne pas se joindre à la coalition arabe. <sup>18</sup>
- ➔ En 1973, **Anouar El-Sadate** et **Hafez El-Asad** savaient parfaitement que leurs armées n'étaient pas de taille à vaincre Tsahal ; mais leur objectif était de restaurer leur prestige et celui du monde arabe (et ainsi, pour ce qui concerne Sadate, pouvoir instaurer un processus de paix). « *Pour Sadate et Asad, la guerre promettait des gains majeurs, à commencer par la restauration de la fierté arabe. (...) Le simple fait d'oser entrer en guerre contre l'invincible IDF serait perçu comme profondément courageux ; effacer la honte de 1967, et plus largement le caractère honteux de l'histoire arabe depuis 1948, apporterait des récompenses aux deux régimes en termes*

---

<sup>15</sup> Cité in Starobin, op. cit.

<sup>16</sup> Richard Clarke & Steven Simon, « Threatening Iran: Bombs that would backfire », *The International Herald Tribune*, 18 avril 2006 ; et Richard Clarke, *Against All Enemies. Inside America's War on Terror* (New-York: Free Press, 2004), pp. 120-129.

<sup>17</sup> Caroline F. Ziemke, Philippe Loustaunau & Amy Alrich, *Strategic Personality and the Effectiveness of Nuclear Deterrence*, Institute for Defense Analyses / Defense Threat Reduction Agency, IDA Document D-25537, novembre 2000, p. 68.

<sup>18</sup> David S. Yost, *NATO and Tailored Deterrence: Understanding and Communication*, Report on a workshop in Brussels, 16-17 October 2007.

*de popularité, de légitimité, et de longévité, ainsi que les largesses des royaumes pétroliers* ». <sup>19</sup>

- ➔ Jusqu'en février 2003, **l'Irak** ne s'attendait pas à une invasion américaine. Du point de vue de Saddam Hussein, les États-Unis avaient déjà atteint leurs objectifs stratégiques dans la région, et n'avaient donc pas de raison de le faire. Et l'Amérique n'attaquerait pas car elle savait qu'elle risquerait la défaite. En outre, il comptait sur Paris et Moscou pour faire obstacle à toute tentative américaine. <sup>20</sup>
- ➔ Par ailleurs, il est désormais établi que **Saddam Hussein** estimait être dans son intérêt de ne pas révéler l'absence de programmes majeurs actifs d'armes de destruction massive. Selon les termes de l'inspecteur du FBI responsable de ses interrogatoires, « *Pour lui, il était vital d'être encore perçu comme Saddam le fort, Saddam le fier. Il pensait que [laisser croire à la possession d'ADM] empêcherait les Iraniens d'envahir de nouveau l'Irak* ». <sup>21</sup> Les témoignages d'autres responsables irakiens corroborent ce point de vue, mentionnant la crainte irakienne d'une attaque israélienne. <sup>22</sup>

Plus généralement, de nombreux exemples dans l'histoire contemporaine tendent à montrer la **bonne compréhension de la logique de dissuasion par menace de représailles** par les pays les plus divers :

- ➔ **L'Allemagne nazie** s'était abstenue d'employer l'arme chimique lors du conflit mondial. Hitler souhaitait réserver son arsenal chimique à l'emploi à titre de rétorsion. <sup>23</sup> En outre, Roosevelt et Churchill ayant averti en 1942 que l'usage de tels moyens entraînerait une riposte de la même nature, il craignait que celle-ci soit dirigée contre les centres industriels allemands. <sup>24</sup>
- ➔ Certains **responsables arabes** font montre d'une bonne compréhension de la stratégie israélienne de dissuasion. Un ancien conseiller de Nasser estimait qu'Israël « *n'emploierait pas [ses armes nucléaires] sauf si le pays était étranglé* ». De même, le défunt roi Hussein pensait-il que ces armes ne seraient pas utilisées « *sauf si [les Israéliens] faisaient face à un péril mortel* ». <sup>25</sup>
- ➔ Dans les années 1980, **les dirigeants du Hezbollah** furent dissuadés de s'en prendre aux Soviétiques présents au Liban à la suite d'une « démonstration » faite par les services du pays, qui s'en étaient pris au fils d'un important dignitaire religieux et l'avaient mutilé après un attentat visant la représentation diplomatique du pays. <sup>26</sup>
- ➔ En 1991, lors de la guerre du Golfe, **Saddam Hussein** n'avait pas employé d'armes chimiques, alors que le régime n'avait pourtant pas hésité à les utiliser à grande

---

<sup>19</sup> Benny Morris, *Righteous Victims* (New-York: Vintage Books, 2001), p. 387.

<sup>20</sup> Kevin M. Woods et al., *Iraqi Perspectives Project. A View of Operation Iraqi Freedom from Saddam's Senior Leadership*, Joint Center for Operational Analysis, US Joint Forces Command, mars 2006, p. 28.

<sup>21</sup> « Interrogator: Invasion Surprised Saddam », *CBS News*, 24 janvier 2008.

<sup>22</sup> Woods et al., op. cit., pp. 91-93.

<sup>23</sup> Jonathan Tucker, *War of Nerves. Chemical Warfare from World War I to Al Qaeda* (New-York: Pantheon Books, 2006).

<sup>24</sup> Strategic Advisory Group, US Strategic Command, *Essentials of Post-Cold War Deterrence*, 1995, p. 6.

<sup>25</sup> Cités in Shai Feldman, *Israeli Nuclear Deterrence. A Strategy for the 1980s* (New-York: Columbia University Press, 1982), p. 87.

<sup>26</sup> Strategic Advisory Group, op. cit. p. 4.

échelle lors de la guerre contre l'Iran. Comme on le sait, les missiles *Scud* tirés contre le territoire israélien étaient exclusivement dotés de charges conventionnelles. Certains éléments laissent penser que l'Irak avait été dissuadé par la menace d'une riposte nucléaire. Le Secrétaire d'État américain James Baker avait averti son homologue Tarek Aziz : « *si les hostilités commencent et que, Dieu nous en préserve, des armes chimiques ou biologiques sont employées contre nos forces – le peuple américain exigerait que nous nous vengions, et nous avons les moyens de le faire* ». <sup>27</sup> Les témoignages subséquents de responsables irakiens tels que Tarek Aziz, Hussein Kamel et Wafic El-Samarrai suggèrent que la crainte d'une riposte nucléaire en cas d'emploi de tels moyens était très présente chez les dirigeants du pays. <sup>28</sup> (Il est intéressant de noter que la lettre de M. Bush avait été, semble-t-il, très largement distribuée au sein de l'appareil d'État irakien. <sup>29</sup>)

- ➔ **Le colonel Kadhafi** semble avoir été conforté dans sa décision d'abandonner ses programmes d'armes de destruction massive par l'invasion de l'Irak en 2003, et par le sort personnel de Saddam Hussein. <sup>30</sup> Selon certains témoignages, Kadhafi regardait en boucle les images de la capture de Saddam. <sup>31</sup>

**La notion de dissuasion est loin d'être étrangère à la culture islamique.** Le verset suivant du Coran est souvent mentionné à l'appui de l'intérêt de la possession d'armes nucléaires : « *Vous devrez préparer pour eux [les ennemis, N.d.A.] tout le pouvoir que vous pouvez rassembler, et tout l'équipement que vous pouvez mobiliser, que vous puissiez effrayer les ennemis de Dieu, vos ennemis ainsi que d'autres qui ne sont pas connus de vous ; Dieu les connaît* ». <sup>32</sup> Un autre verset célèbre du Coran met l'accent sur l'encadrement de l'usage de la force et la notion de représailles : « *Combat au nom de Dieu ceux qui te combattent, mais [(ne transgresse pas les limites) ou (n'initie pas les hostilités)]* ». <sup>33</sup> Certains commentateurs vont jusqu'à dire que le Coran interdisant les attaques indiscriminées contre les civils, l'arme nucléaire n'est pas utilisable. <sup>34</sup>

---

<sup>27</sup> *US Department of State Dispatch*, Persian Gulf, 14 janvier 1991. Cet avertissement verbal avait été accompagné d'une lettre du Président Bush réitérant, dans des termes différents, la même menace. M. Aziz avait refusé d'en prendre connaissance.

<sup>28</sup> R. Jeffrey Smith, « U.N. Says Iraqis Prepared Germ Weapons in Gulf War », *The Washington Post*, 26 août 1995 ; et les entretiens réalisés pour le documentaire *Frontline: The Gulf War* (KCET, 9-10 janvier 1996).

<sup>29</sup> Strategic Advisory Group, op. cit., p. 6.

<sup>30</sup> Wyn Q. Bowen, *Libya and Nuclear Proliferation. Stepping back from the brink*, Adelphi Paper n° 380 (Oxon: Routledge, 2006), p. 64.

<sup>31</sup> Florence Aubenat & Christophe Boltanski, « Sur la piste du commando Cécilia », *Le Nouvel Observateur*, 24-30 janvier 2008, p. 80.

<sup>32</sup> Coran, Sourate 8 (*Al-Anfal – Le Butin*), Verset 60. Ce principe est parfois cité dans les milieux militaires pakistanais à l'appui de la politique de dissuasion nucléaire du pays, y compris dans sa possible dimension « anti-cités ». Stephen P. Cohen, *The Pakistani Army*, édition de 1998 (Karachi: Oxford University Press, 1998), pp. 177-178.

<sup>33</sup> Coran, Sourate 2 (*Al-Baqarah – La Vache*), Verset 191. Les traductions divergent significativement.

<sup>34</sup> El Hassan bin Talal, « Nuclear Weapons and Regional Conflicts. An Islamic View », in *ibid.*, *Continuity, Innovation and Change. Selected Essays* (Amman: Majlis El Hassan, 2003), p. 42. L'auteur est l'oncle du roi Hussein de Jordanie.

**L'Iran révolutionnaire semble avoir bien intégré la notion de dissuasion dans sa stratégie de défense.** En 2004, Khamenei a déclaré : « *Si l'ennemi a l'outrecuidance de nous frapper et de nous envahir, nous porterons nos coups au-delà de nos frontières. Si quelqu'un fait du mal à notre peuple et nous envahit, nous nous attaquerons à ses intérêts partout dans le monde* ». <sup>35</sup> L'ayatollah Hossein Ali Montazeri (un temps considéré comme le successeur potentiel de Khomeini) écrit : « *Les préparations militaires n'ont pas seulement pour but de mener des guerres. (...) le but de la préparation militaire est d'effrayer et d'intimider sérieusement les ennemis potentiels (...)* ». <sup>36</sup> De nombreuses études sur la politique de défense de l'Iran mettent en avant la centralité de la notion de dissuasion dans la doctrine du pays. <sup>37</sup> Les responsables militaires font référence à une « *doctrine de dissuasion défensive* ». Les missiles balistiques sont généralement considérés comme un instrument de dissuasion. <sup>38</sup> Les organisations étrangères sous influence iranienne sont également vues comme des « *capacités de dissuasion* ». <sup>39</sup> Les armes chimiques sont avant tout considérées comme des moyens de dissuasion qui ne seraient employés qu'en second. <sup>40</sup> La logique dissuasive semble aussi applicable, pour les Iraniens qui veulent bien l'évoquer, au domaine nucléaire. L'un des responsables du programme nucléaire, Asgar Khani, cite l'utilité des armes nucléaires à titre de « *dissuasion minimale* ». <sup>41</sup> Un dignitaire religieux proche de l'ayatollah Mesbah-Yazdi a déclaré en 2006 que l'emploi de l'arme nucléaire était concevable à titre de « *contre-mesure* ». <sup>42</sup> **Les dirigeants iraniens semblent en particulier vouloir exercer une certaine forme de dissuasion envers Israël.** Dès 1995, le commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), Mohsen Rezai, déclarait : « *L'Iran possède d'excellents moyens pour exercer une riposte appropriée en cas d'agression par Israël* ». <sup>43</sup>

---

<sup>35</sup> BBC Monitoring Service, 6 juillet 2004.

<sup>36</sup> Cité in Mehdi Khalaji, *Apocalyptic Politics. On the Rationality of Iranian Policy*, The Washington Institute for Near East Policy, 2008, p. 29.

<sup>37</sup> Sharam Chubin, *Iran's National Security Policy. Capabilities, Intentions and Impact* (Washington: Carnegie Endowment for International Peace, 1994), pp. 18-28 ; Shmuel Bar, *Iranian Defense Doctrine and Decision Making*, Institute for Policy and Strategy, Interdisciplinary Center Herzliya, 2004.

<sup>38</sup> Y. Mansharof & A. Savyon, *Iran's Response to Western Warnings: 'First Strike', 'Preemptive Attack', Long-Range Ballistic Missiles, 'Asymmetric [Guerilla] Warfare*, MEMRI Inquiry & Analysis Series, n° 407, 28 novembre 2007. L'idée selon laquelle les missiles balistiques sont considérés en Iran comme un moyen de dissuasion est corroborée par l'expérience personnelle de l'auteur, qui avait été abordé en janvier 2000 par un universitaire iranien disant aider le CGRI à développer une doctrine de dissuasion assise sur les missiles, destinée à prévenir une attaque américaine.

<sup>39</sup> « *New IRGC Commander: Asymmetrical Warfare Is Our Strategy for Dealing with Enemy's Considerable Capabilities; We Aspire to Ballistic Missile Superiority* », *MEMRI Special Dispatch Series*, n° 1716, 19 septembre 2007.

<sup>40</sup> Gregory F. Giles, « *The Islamic Republic of Iran and Nuclear, Biological, and Chemical Weapons* », in Peter Lavoy, Scott D. Sagan & James J. Wirtz (dir.), *Planning the Unthinkable. How New Powers Will Use Nuclear, Biological and Chemical Weapons* (Ithaca: Cornell University Press, 2000), pp. 92-93 ; et Caroline F. Ziemke, « *The National Myth and Strategic Personality of Iran: A Counterproliferation Perspective* », in Victor A. Utgoff (dir.), *The Coming Crisis. Nuclear Proliferation, US Interests, and World Order* (Cambridge: MIT Press, 2000), pp. 114.

<sup>41</sup> Cité in Etel Solingen, « *Iran* », in *Nuclear Logics. Contrasting Paths in East Asia and the Middle East* (Princeton: Princeton University Press, 2007), p. 181.

<sup>42</sup> « *Reformist Iranian Daily: A New Fatwa States That Religious Law Does Not Forbid Use of Nuclear Weapons* », *MEMRI Special Dispatch Series*, n° 1096, 17 février 2006.

<sup>43</sup> « *Revolutionary Guard Commander Interviewed* », FBIS-NES-92-134, 13 juillet 1992.

En 2000, Hashemi Rafsandjani avait déclaré : « *Dans un duel nucléaire régional, Israël pourrait tuer 100 millions de musulmans. Les Musulmans peuvent supporter une telle perte, sachant qu'en retour, il n'y aurait plus d'Israël sur la carte* ». <sup>44</sup> L'année suivante, il était revenu sur ce thème de manière plus insistante, en déclarant : « *Si un jour le monde musulman était équipé de l'arme que possède aujourd'hui Israël, le monde de l'arrogance sera alors dans une impasse. Une seule bombe nucléaire sur Israël détruira tout sur cette terre, mais ne causerait que des dommages limités au monde musulman* ». Il ajoutait qu'une telle guerre nucléaire conduirait à « extirper » Israël du monde musulman et à disperser de nouveau les Juifs dans le monde. <sup>45</sup> Le même Rafsandjani menaçait Israël, en cas de frappe contre l'Iran, d'une « gifle » dont la trace marquerait le pays à jamais. <sup>46</sup> De nombreux exemples de déclarations de responsables iraniens illustrent cette volonté de dissuader Israël : en 2007, l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de l'Air signalait : « *Nous avons mis au point un plan de riposte contre Israël avec nos bombardiers pour le cas où ce régime commettrait une erreur stupide* » <sup>47</sup> ; en 2008, Mahmoud Ahmadinejad déclarait après un essai de missile balistique par Israël : « *Le régime sioniste (...) n'oserait pas attaquer l'Iran. La réponse iranienne les ferait regretter cela. Ils le savent* » <sup>48</sup> ; et le commandant du Corps des gardiens de la Révolution a menacé publiquement de riposter sur les forces américaines dans la région en cas d'attaque contre l'Iran. <sup>49</sup>

Il existe chez les grands acteurs du monde musulman de nombreux exemples de **déclarations publiques** montrant que **la dissuasion par menace de représailles est une conception largement partagée** :

- ➔ **Le colonel Kadhafi** voyait l'arme nucléaire comme un instrument de dissuasion. En juillet 1987, il déclarait : « *Les Arabes devraient avoir [l'arme nucléaire], mais en s'engageant à ne pas l'utiliser contre qui que ce soit. Toutefois, si quelqu'un en lançait une sur nous, ou menaçait notre existence ou notre indépendance même sans employer des armes nucléaires, alors il faudrait l'employer. C'est fondamentalement une arme défensive* ». <sup>50</sup> En avril 1990, il déclarait : « *Si [les Américains] savent que vous disposez d'une force de dissuasion capable de frapper les États-Unis, ils ne peuvent pas vous frapper. Car si nous possédions une capacité de dissuasion, des missiles pouvant atteindre New-York, nous les frapperions au même moment. En conséquence, nous devrions mettre au point une telle force afin qu'ils ne puissent plus nous attaquer* ». <sup>51</sup> Ultérieurement, d'après le sénateur Joseph Biden, le colonel

---

<sup>44</sup> Cité in Amir Taheri, « Recipe for Disaster », *The National Review*, 14 novembre 2003.

<sup>45</sup> Sermon à l'université de Téhéran, 14 décembre 2001 (« Former President Rafsanjani on Using a Nuclear Bomb Against Israel », *MEMRI Special Dispatch Series*, n° 325, 3 janvier 2002).

<sup>46</sup> « Iran's Rafsanjani Warns Israel against Attacking Nuclear Sites », Agence France-Presse, 8 septembre 2003.

<sup>47</sup> « Iran 'to bomb Israel if attacked' », *CNN.com*, 20 septembre 2007.

<sup>48</sup> Déclaration à Al-Jezirah, 17 janvier 2008, cité in Orin Lewis & Dan Williams, « Iran defiant after Israeli missile test », *Reuters*, 17 janvier 2008.

<sup>49</sup> « IRGC Commander Gen. Mohammad Ja'fari: If Attacked, Iran Will Target US Forces in Neighboring Countries », *MEMRI Special Dispatch Series*, n° 1833, 8 février 2008.

<sup>50</sup> Cité in Wyn Q. Bowen, *Libya and Nuclear Proliferation. Stepping back from the brink*, Adelphi Paper n° 380, International Institute for Strategic Studies, 2006, p. 19.

<sup>51</sup> Cité in Bowen, op. cit., p. 21.

Kadhafi se serait convaincu de l'inutilité pour lui de posséder l'arme nucléaire, car l'emploi de telles armes aurait suscité une riposte massive de la part des États-Unis.<sup>52</sup>

- ➔ Pour **Saddam Hussein**, l'arme nucléaire devait être pour le monde arabe un moyen d'assurer un « *équilibre de la terreur* » avec Israël.<sup>53</sup> A défaut, l'arme chimique pouvait être un moyen de dissuasion. « *Ils se font des illusions s'ils s'imaginent qu'ils peuvent donner un prétexte à Israël pour venir frapper certaines installations industrielles. Par Dieu, nous brûlerons la moitié d'Israël si ce pays attaque l'Irak* ». Employées au Kurdistan et contre l'Iran, les armes chimiques irakiennes pouvaient avoir une autre fonction face à un adversaire nucléaire : elles étaient un moyen d'égaliser l'arme nucléaire israélienne et de dissuader Israël d'employer cette arme contre l'Irak. « *Nous n'avons pas besoin d'une bombe atomique. Nous avons l'arme chimique binaire. Qu'ils notent bien cela. Quiconque nous menace avec la bombe atomique s'expose à l'annihilation au moyen d'armes chimiques binaires* ». <sup>54</sup> Cette menace de représailles était également valable à titre de « dissuasion élargie » : Saddam affirmait vouloir protéger ses alliés arabes de toute agression majeure.<sup>55</sup>
- ➔ Les **dirigeants iraniens** semblent vouloir exercer une certaine forme de dissuasion envers Israël. Dès 1995, le commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), Mohsen Rezai, déclarait : « *L'Iran possède d'excellents moyens pour exercer une riposte appropriée en cas d'agression par Israël* ». <sup>56</sup> En 2001, Hashemi Rafsandjani avait déclaré : « *Si un jour le monde musulman était équipé de l'arme que possède aujourd'hui Israël, le monde de l'arrogance sera alors dans une impasse. Une seule bombe nucléaire sur Israël détruira tout sur cette terre, mais ne causerait que des dommages limités au monde musulman* ». <sup>57</sup> En 2007, l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de l'Air signalait : « *Nous avons mis au point un plan de riposte contre Israël avec nos bombardiers pour le cas où ce régime commettrait une erreur stupide* ». <sup>58</sup> En 2008, Mahmoud Ahmadinejad déclare après un essai de missile balistique par Israël : « *Le régime sioniste (...) n'oserait pas attaquer l'Iran. La réponse iranienne les ferait regretter cela. Ils le savent.* » <sup>59</sup> Le commandant du

---

<sup>52</sup> « US Senator Recounts Qadhafi's Stated Reasons for Abandoning Libyan WMD Efforts », *NTI Global Security Newswire*, 20 janvier 2005.

<sup>53</sup> Amatzia Baram, « An Analysis of Iraqi WMD Strategy », *The Nonproliferation Review*, vol. 18, n° 2, été 2001, p. 26, p. 28.

<sup>54</sup> « President Warns Israel, Criticizes U.S. » FBIS-NES-90-064, 3 avril 1990. Ce thème avait été développé lors d'une rencontre avec des sénateurs américains. Saddam Hussein avait, dit-il, donné l'instruction suivante à ses commandants de forces : « (...) *s'ils ne reçoivent pas d'ordre d'une autorité supérieure et qu'une ville est frappée par une bombe atomique, ils lanceront vers Israël toute arme pouvant l'atteindre* » (FBIS-NES-90-076, 17 avril 1990). Une autre source cite la phrase suivante : « *Si Israël emploie l'arme nucléaire, nous frapperons le pays avec des armes chimiques binaires* » (« Saddam Husayn Addresses Visiting U.S. Senators » FBIS-NES-90-074, 17 avril 1990). Voir également, Baram, op. cit., pp. 31-32.

<sup>55</sup> Baram, op. cit., p. 31.

<sup>56</sup> « Revolutionary Guard Commander Interviewed », FBIS-NES-92-134, 13 juillet 1992.

<sup>57</sup> Sermon à l'université de Téhéran, 14 décembre 2001 (« Former President Rafsanjani on Using a Nuclear Bomb Against Israel », *MEMRI Special Dispatch Series*, n° 325, 3 janvier 2002).

<sup>58</sup> « Iran 'to bomb Israel if attacked' », *CNN.com*, 20 septembre 2007.

<sup>59</sup> Déclaration à Al-Jezirah, 17 janvier 2008, cité in Orin Lewis & Dan Williams, « Iran defiant after Israeli missile test », *Reuters*, 17 janvier 2008.

Corps des gardiens de la Révolution a menacé publiquement de riposter sur les forces américaines dans la région en cas d'attaque contre l'Iran.<sup>60</sup>

- ➔ **Oussama ben Laden** lui-même se réfère à la logique de dissuasion. Dès 1998, il évoquait le devoir pour les Musulmans de se doter d'armes de destruction massive, afin « *d'éviter que les Infidèles ne s'en prennent à eux* ». <sup>61</sup> En septembre 2001, il appelait « *les nations musulmanes en général, et le Pakistan en particulier, à se préparer à la guerre sainte imposée par Dieu et à terroriser l'ennemi en préparant la force nécessaire (...). Ceci devrait comprendre une force nucléaire pour susciter la peur chez tous les ennemis conduits par l'alliance sioniste-chrétienne* ». <sup>62</sup> Quelques semaines plus tard, il déclarait dans un entretien : « *Si l'Amérique emploie des armes chimiques ou nucléaires contre nous, alors nous pouvons riposter avec des armes chimiques ou nucléaires. (...) Nous possédons de telles armes à titre d'instrument de dissuasion* ». <sup>63</sup> Cette notion semble partagée par de nombreux responsables de la mouvance Al-Qaida. <sup>64</sup>

Il est remarquable que **tous les pays qui se sont dotés de l'arme nucléaire aient adopté une logique de dissuasion**. Outre les doctrines des puissances nucléaires de l'Alliance atlantique, on peut citer :

- ➔ **La Russie**. Aux termes du Concept de sécurité nationale (2000), « La tâche principale de la Fédération de Russie est de dissuader les agressions de quel que niveau que ce soit contre elle et ses alliés, y compris avec l'emploi d'armes nucléaires ». <sup>65</sup> La doctrine militaire du pays (2000) précise que les armes nucléaires russes sont comme « un facteur de dissuasion de l'agression, de sauvegarde de la sécurité militaire de la Fédération de Russie et de ses alliés, et du maintien de la stabilité et de la paix internationales ». <sup>66</sup> Le texte de la doctrine du ministère de la Défense de 2003 évoque une « dissuasion stratégique » dont les buts sont : « en temps de paix, de prévenir les pressions par menace du recours à la force et l'agression contre la Russie et ses alliés ; en temps de guerre, de procéder à la désescalade de l'agression en mettant un terme aux actions militaires en des termes acceptables pour la Russie, [et] en infligeant des dommages [appropriés] à l'ennemi ». Les forces doivent « garantir d'infliger les dommages [appropriés] à un agresseur en toute circonstance ». Il s'agit de « dommages subjectivement inacceptables aux forces ennemies, lorsque le volume de dommages excéderait les bénéfices que l'agresseur escompterait réaliser en employant la force militaire ». <sup>67</sup>

---

<sup>60</sup> « IRGC Commander Gen. Mohammad Ja'fari: If Attacked, Iran Will Target US Forces in Neighboring Countries », *MEMRI Special Dispatch Series*, n° 1833, 8 février 2008.

<sup>61</sup> Cité in Jerry Mark Long, *Strategic Culture, Al-Qaida, and Weapons of Mass Destruction*, Science Applications International Corporation, 20 novembre 2006, p. 23.

<sup>62</sup> Cité in Peter Bergen, *The Osama Bin Laden I Know* (New-York: Free Press, 2006), p. 341. Ce texte semble être inspiré par la Sourate 8 (cf. supra.).

<sup>63</sup> Hamid Mir, « Osama claims he has nukes: If US uses N-arms it will get the same response », *Dawn*, 10 novembre 2001.

<sup>64</sup> Long, *Strategic Culture*, op. cit., p. 22.

<sup>65</sup> *Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie*, janvier 2000.

<sup>66</sup> *Doctrine militaire de la Fédération de Russie*, avril 2000.

<sup>67</sup> *Le développement des forces armées russes : buts et perspectives*, Moscou, octobre 2003.

- ➔ **La Chine.** La Chine a fini par intégrer dans son vocabulaire officiel, en 2000, le terme « dissuasion » après avoir longtemps cherché à s'en démarquer, au motif, disait-elle, que celui-ci évoquait les doctrines agressives des puissances occidentales. Le *Livre blanc* de 2002 contenait les premières indications officielles sur la doctrine nucléaire du pays. « *La capacité limitée de contre-attaque nucléaire de la Chine est entièrement destinée à dissuader de possibles attaques nucléaires par d'autres pays. (...) [Les missions premières de la force de missiles stratégiques] sont de dissuader l'ennemi d'employer des armes nucléaires contre la Chine, et, en cas d'attaque nucléaire ennemie, de lancer une contre-attaque efficace à titre de légitime défense, de manière indépendante ou en commun avec les forces nucléaires stratégiques d'autres armées, en exécution de l'ordre donné par le commandement suprême.* »<sup>68</sup> Le *Livre blanc* de 2006, plus succinct sur ce point, reste sur la même ligne : « *Une stratégie nucléaire défensive. La stratégie nucléaire de la Chine est soumise à la politique nucléaire et à la stratégie militaire du pays. Son but fondamental est de dissuader d'autres pays d'utiliser ou de menacer d'utiliser des armes nucléaires contre la Chine. (...) La Chine est fidèle aux principes de contre-attaque en légitime défense (...)* ».<sup>69</sup>
- ➔ **L'Inde.** Le texte officiel de doctrine publié en 2003 contient les éléments suivants : « (1) Mettre en place et maintenir une dissuasion minimale crédible ; (2) Une posture de 'Non-Emploi en Premier' : les armes nucléaires seront seulement utilisées en représailles contre une attaque nucléaire sur le territoire indien ou contre les forces indiennes où que ce soit ; (3) La riposte nucléaire à une première frappe sera massive et conçue pour infliger des dommages inacceptables (...) ».<sup>70</sup>
- ➔ **Le Pakistan.** A la suite des essais de 1998, le Pakistan a élaboré une doctrine de « dissuasion minimale » qui a pour but de « dissuader toutes formes d'agression extérieure de nature à mettre en cause [sa] sécurité nationale ».<sup>71</sup> Toutes les déclarations officielles ou semi-officielles des responsables pakistanais mentionnent un concept d'emploi strictement dissuasif.<sup>72</sup>
- ➔ **La Corée du Nord.** Depuis 2003, la Corée du Nord se réfère systématiquement à sa capacité nucléaire comme à un instrument de dissuasion. Pyongyang justifie son programme par l'impératif de « la possession d'une capacité de dissuasion, exclusivement à titre de légitime défense ».<sup>73</sup> La déclaration annonçant l'essai de 2006 stipule : « *Les armes nucléaires de la RDPC seront un moyen efficace de dissuasion de la guerre en protégeant les intérêts suprêmes de l'État et la sécurité de la nation coréenne des menaces américaines d'agression, en empêchant une nouvelle guerre, et en sauvegardant fermement la paix et la stabilité sur la péninsule coréenne en*

---

<sup>68</sup> *Livre blanc sur la défense nationale*, Pékin, décembre 2002.

<sup>69</sup> *Livre blanc sur la défense nationale*, Pékin, décembre 2006.

<sup>70</sup> Press Release, *The Cabinet Committee on Security Reviews operationalization of India's Nuclear Doctrine*, New Delhi, 4 janvier 2003.

<sup>71</sup> *Remarks of the Prime Minister of Pakistan, Nawaz Sharif, on Nuclear Policies and the CTBT*, National Defence College, Islamabad, 20 mai 1999.

<sup>72</sup> Cf. par exemple « Musharraf says minimum deterrence needed to ensure peace », DailyIndia.com, 20 mars 2008.

<sup>73</sup> Selon les termes de M. Choe-Su Hon, ministre des Affaires étrangères. « Nuclear Weapons for 'Self-Defense', North Korea Says », *NTI Global Security Newswire*, 27 septembre 2006.

*toute circonstance* ». <sup>74</sup> Pyongyang a également averti qu'en cas de menace d'attaque, la Corée du Nord pourrait recourir à une « *frappe préemptive* » qui conduirait à « *réduire en cendres* » l'adversaire. <sup>75</sup>

On peut sans doute expliquer cette convergence par l'existence d'un « tabou nucléaire » qui se renforce d'année en année depuis 1945. En dépit des différences liées à la diversité des cultures stratégiques nationales, les doctrines comportent de nombreux points communs, ce qui suggère l'existence d'une « culture partagée » de l'arme nucléaire. <sup>76</sup> Ainsi en est-il, notamment, de la notion de « dommages inacceptables », d'origine américaine, que l'on retrouve dans les déclarations et les textes français mais aussi russes, chinois, indiens et pakistanais.

---

<sup>74</sup> « Text of North Korea's nuke announcement », *Associated Press*, 3 octobre 2006.

<sup>75</sup> « Military Commentator Blasts Outbursts of Chairman of Joint Chiefs of Staff of South Korean Forces », *Korean Central News Agency*, 30 mars 2008.

<sup>76</sup> L'explication de ce phénomène va au-delà de l'objet du travail proposé ici. On se bornera ici à mentionner deux pistes : d'une part, la circulation internationale des idées américaines et britanniques, qui ont été à la base de la plupart des réflexions sur le concept de dissuasion nucléaire ; d'autre part, la logique des moyens, qui détermine sans doute en partie l'élaboration des doctrines (les mêmes causes suscitant les mêmes effets).

## **2 – La pratique : les limites de la dissuasion**

Malheureusement, les enseignements de l'Histoire sont de nature à susciter des doutes sérieux sur la validité en toute circonstance du pari dissuasif. Pour des raisons qui tiennent à la psychologie humaine, à la sociologie politique, ainsi qu'aux conditions stratégiques très particulières de la dissuasion nucléaire, il n'est pas possible de partir du principe que la dissuasion pourra toujours jouer vis-à-vis des futurs adversaires nucléaires.

### **2.1 – La dimension psychologique**

#### **2.1.1 – Les limites de la rationalité**

Même si elle peut comprendre une part d'irrationalité (cf. infra.), la dissuasion repose d'abord et avant tout sur le principe de rationalité des acteurs, et plus précisément sur ce que l'on appelle la « théorie des choix rationnels », que l'on retrouve à la fois en sociologie et en économie. Elle suggère que l'individu est capable d'évaluer les coûts et les avantages de ses choix, et qu'il est enclin à maximiser ses bénéfices.<sup>77</sup>

Mais cette théorie est de plus en plus contestée, notamment depuis les années 1950.

**La rationalité est en fait intrinsèquement « limitée »** (*bounded*), comme l'a démontré le sociologue et économiste Herbert Simon. Les capacités cognitives des acteurs et leur aptitude à intégrer des informations nouvelles dans le processus de décision ont des limites : l'acteur choisit fréquemment la première option qui lui semble aller dans le sens de ses intérêts et tend ensuite à rejeter toute information mettant ce choix en cause. **Ces mécanismes s'activent tout particulièrement en temps de crise**, car les processus cognitifs sont alors soumis à des contraintes particulières. Le cerveau humain réagit au stress en limitant ses capacités d'absorption et de traitement de l'information. Les décideurs sont alors susceptibles de s'enfermer dans des schémas de pensée rigides.<sup>78</sup> Une fois que la décision d'entrer en conflit est prise, les dirigeants « *deviennent insensibles aux informations qui ne vont pas dans leur sens* ». <sup>79</sup>

Être *rationnel* ne veut pas nécessairement dire être *raisonnable*, comme l'ont souligné des théoriciens tels que Raymond Aron et Patrick Morgan.<sup>80</sup> **Certains régimes sont fortement enclins à la prise de risques**, ce qui les rend difficiles à dissuader. La

---

<sup>77</sup> La rationalité étant plus précisément définie comme « *la capacité humaine à anticiper les conséquences de différentes actions et à évaluer ce que sont les choix les plus bénéfiques* ». J. Mitchell Miller, Christopher J. Schreck, Richard Tewksbury, *Criminological Theory* (Boston: Allyn & Bacon, 2006).

<sup>78</sup> Michael Brecher, *Decisions in Crisis. Israel, 1967 and 1973* (Berkeley: University of California Press, 1980), p. 343.

<sup>79</sup> Richard Lebow cité in Daniel Goleman, « Political Forces Come Under New Scrutiny of Psychology », *The New-York Times*, 2 avril 1985.

<sup>80</sup> A l'extrême, on peut dire que dans la tradition biblique, l'histoire de l'humanité a commencé par un « échec de la dissuasion » : le non-respect par Adam et Eve de l'interdiction de goûter aux fruits de l'Arbre de la connaissance du bien et du mal, sous peine de connaître la mort (Genèse, 2:16-17).

fréquence de cette « préférence pour le risque » a fait l'objet de travaux approfondis par les psychologues Daniel Kahneman et Amos Tversky.<sup>81</sup>

Deux des théoriciens les plus critiques à l'égard de la validité du concept de dissuasion en concluent : « *La stratégie de dissuasion s'appuie sur des présupposés irréalistes quant à la manière dont les gens raisonnent. (...) Les êtres humains ne sont pas toujours rationnels et ont très peu de chances de l'être lorsque leurs émotions sont suscitées et qu'ils font face à d'intenses conflits de choix. Or c'est précisément la situation dans laquelle la dissuasion est le plus susceptible d'être mise en jeu.* »<sup>82</sup>

Parmi les exemples de telles prises de risques, qui ont parfois conduit au seuil nucléaire, on peut citer les cas suivants : remilitarisation de la Rhénanie (1936) ; blocus de Berlin-Ouest (1948) ; soutien de Staline à Kim Il-sung pour l'invasion de la Corée du Sud (1950) ; bombardement chinois des îles du détroit de Taiwan (1958) ; participation soviétique à la guerre de Suez, et menaces nucléaires envers les pays du corps expéditionnaire (1956) ; encouragement donné par Fidel Castro à l'ouverture du feu nucléaire par l'URSS lors de la crise de Cuba (1962) ; encouragement soviétique à une guerre contre Israël, et participation directe des Soviétiques au combat (1967) ; décision égypto-syrienne d'attaquer Israël (1973), et soutien accordé par Moscou aux pays arabes ; campagne d'infiltrations pakistanaises au Cachemire (1999) ; etc.<sup>83</sup>

Il convient de souligner que de **telles prises de risques sont parfois tout à fait rationnelles – dès lors que l'enjeu peut être la légitimité ou l'existence même du régime** attaquant. Le problème relève alors de ce que l'on appelle « l'asymétrie des enjeux ». Ainsi la décision du Tsar Nicolas d'entrer en guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1914 était-elle due à la crainte de voir la légitimité du trône contestée de l'intérieur si la Russie ne défendait pas la cause slave et orthodoxe.<sup>84</sup> Il pourrait en aller de même pour la République populaire de Chine à propos de Taiwan...

### ***2.1.2 – Quelques cas particulièrement difficiles***

#### ***Les dirigeants souffrant de troubles psychologiques sévères***

Un dirigeant peut perdre le sens des réalités en raison de son état de santé ou d'un traumatisme personnel. Les exemples abondent de dirigeants politiques dont le jugement fut affecté par les amphétamines et la cocaïne (Hitler), la morphine (Goering), l'alcool (le président sud-coréen Park Chung-Hee), les barbituriques (Mao Zedong), ou les stéroïdes (Kennedy).

---

<sup>81</sup> Bradley A. Thayer, « Thinking about Nuclear Deterrence Theory: Why Evolutionary Psychology Undermines Its Rational Actor Assumptions », *Comparative Strategy*, vol. 26 (2007), pp. 311-323.

<sup>82</sup> Richard Ned Lebow & Janice Gross Stein, *We All Lost the Cold War* (Princeton: Princeton University Press, 1994), pp. 330-331.

<sup>83</sup> Sur l'URSS des années 1950 voir David Holloway, *Stalin and the Bomb: The Soviet Union and Atomic Energy 1939-1956* (New Haven: Yale University Press, 1994). Sur le rôle de Moscou et l'ampleur de la participation soviétique à l'opération voir Isabella Ginor & Gideon Remetz, *Foxbats over Dimona. The Soviets' Nuclear Gamble in the Six-Day War* (New Haven: Yale University Press, 2007).

<sup>84</sup> Keith B. Payne, *The Fallacies of Cold War Deterrence and a New Direction* (Lexington: University Press of Kentucky, 2001), p. 47.

Le cas des maladies psychotiques est particulièrement dangereux, car le malade n'a pas conscience de ses troubles de comportement.<sup>85</sup> Dans les États démocratiques ou même semi-autoritaires, il existe des contrepoids permettant de limiter les effets de telles évolutions. (Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad est soupçonné d'être un « *psychotique maniaco-dépressif de type schizo-affectif* », mais il ne détient pas les principaux leviers de décision.<sup>86</sup>) Tel n'est pas le cas dans les dictatures personnelles. Saddam Hussein, selon l'analyse de la CIA, était un « *pervers narcissique* ». Il fut ultérieurement décrit par l'un de ses anciens lieutenants comme ayant « *perdu le contact avec la réalité* », incapable d'apprécier la réalité de sa situation militaire.<sup>87</sup>

Il faut citer également, bien sûr, l'Allemagne d'Adolf Hitler, l'URSS de Josef Staline, ou la Chine de Mao Zedong.<sup>88</sup> Les trois personnalités mentionnées ont en commun d'avoir subi de sévères traumatismes d'enfance, relevant notamment de l'affrontement avec leur père.<sup>89</sup>

Un tel passé peut être au nombre des facteurs permettant d'expliquer l'existence de ce que le psychologue Erich Fromm a appelé des « *personnalités nécrophiles* ».<sup>90</sup> Leur instinct morbide s'est développé au point de devenir dominant. Ils jouissent de la destruction et de la mort et deviennent, de fait, inaccessibles au raisonnement dissuasif.

### ***Les cultures dans lesquelles la dimension idéologique ou spirituelle est dominante***

Certaines cultures contemporaines pourraient ainsi être particulièrement peu réceptives à la menace de dissuasion par représailles. Ce pourrait être les cas de celles qui valorisent le sacrifice ultime au bénéfice d'une cause idéologique ou spirituelle, ou qui incitent les dirigeants concernés à penser qu'ils bénéficient d'une aide surnaturelle.

**L'Allemagne nazie** était guidée par la certitude d'agir au nom de valeurs supérieures et d'aller dans le sens de l'Histoire. Hitler disait ainsi : « (...) *je me dois de prendre certaines décisions même si une analyse dépassionnée me démontre mille fois que leur mise en œuvre comporte des dangers et ne mènera pas à une issue satisfaisante* » ; « *Ni les menaces ni les avertissements ne me feront dévier de mon chemin. Je suivrai la voie qui m'a été assignée par la Providence avec la certitude instinctive du somnambule* ».<sup>91</sup>

---

<sup>85</sup> Alors que c'est le cas pour ce qui concerne les malades atteints d'affections névrotiques.

<sup>86</sup> Selon l'évaluation faite par un psychiatre iranien (avec les réserves d'usage, le spécialiste n'ayant pas pu examiner directement le sujet). Michel Taubmann, *La Bombe et le Coran. Une biographie du président Mahmoud Ahmadinejad* (Paris : Editions du Moment, 2008), p. 247.

<sup>87</sup> Mahdi Obeidi, « Saddam, the Bomb and Me », *The New-York Times*, 26 septembre 2004.

<sup>88</sup> Cf. ces mots de Winston Churchill : « *La dissuasion ne s'applique pas au cas des cinglés ou des dictateurs tels qu'Hitler lorsqu'il se trouva dans son dernier repaire* » (Intervention à la Chambre des communes, 1<sup>er</sup> mars 1955).

<sup>89</sup> Methvin, op. cit.

<sup>90</sup> Erich Fromm, *War Within Man. A Psychological Inquiry into the Roots of Destructiveness. A Study and Commentars* (Philadelphia: American Philadelphia Service Committee, 1963).

<sup>91</sup> Cité in Keith B. Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence and a New Direction », *Comparative Strategy*, vol. 22, n° 55, p. 417.

Le **Japon d'avant 1945** valorisait la tradition impériale, d'origine céleste, pour laquelle tous les sacrifices pouvaient être justifiés (ex : *kamikaze*). La décision d'entrer en guerre contre les États-Unis en 1941 était le choix de l'héroïsme au risque de la défaite.<sup>92</sup> La décision de reddition de 1945 n'allait pas de soi : le ministre de la Guerre Korechiki Anami demandait « *une dernière grande bataille sur le sol japonais – comme l'exige l'honneur national. (...) Ne serait-il pas merveilleux de voir cette nation toute entière détruite comme une belle fleur ?* »<sup>93</sup>.

Le **régime castriste** semblait prêt, en 1962, à subir des représailles nucléaires si tel devait être le prix de la victoire du socialisme.<sup>94</sup> Certains analystes estiment que les racines de cette prise de position se trouvent dans la culture cubaine, qui valoriserait la rédemption par le suicide.<sup>95</sup>

Selon certains observateurs, la culture stratégique de la **Corée du Nord** n'en serait pas éloignée. Les dirigeants du pays valorisent la pureté de la « race » nord-coréenne, avec là aussi une forte dimension spirituelle ; ceci les rendrait, forts de leur supériorité, indifférents au droit international. Un analyste en conclut que « *l'irrationalité de leur vision du monde est telle que nous devrions, à tout le moins, cesser de partir du principe qu'ils n'emploieraient jamais leurs armes [nucléaires]* ».<sup>96</sup>

Les dernières décennies ont également vu l'**apparition de nouvelles interprétations de la tradition islamiste**, qui rendent légitime des formes de lutte armée traditionnellement frappées d'un interdit. Ainsi en est-il de la distinction entre combattants et civils, notamment à l'égard des démocraties, qui, est-il remarqué, élisent leurs représentants. De même l'usage de moyens de destruction de masse est-il justifié par certains théoriciens religieux. On connaît le *Traité sur le droit de l'usage des armes de destruction massive contre les Infidèles*, publié en 2003 par le dissident saoudien Hamad el-Fahd, qui autorise, à titre de riposte, le massacre de dix millions d'Américains.<sup>97</sup>

### 2.1.3 – Quand les « valeurs » priment sur les « intérêts »

Même avec un adversaire réceptif, le dialogue dissuasif peut avoir ses limites dès lors qu'à partir d'un certain niveau d'escalade, les « valeurs » priment sur les « intérêts ». Saddam Hussein avertissait avant la guerre du Golfe : « *Ne nous poussez pas jusqu'au point où nous cesserons de calculer. Si nous avons le sentiment que vous voulez blesser notre fierté (...), alors nous cesserons de réfléchir, et nous choisirons la mort. (...) Car sans la fierté la vie n'aurait pas de valeur* ».<sup>98</sup> Ce type de comportement peut être particulièrement fréquent dans les cultures asiatiques et moyen-orientales, dans lesquelles

---

<sup>92</sup> Ronald Spector, *The Eagle Against the Sun* (New-York: Free Press, 1985), p. 78.

<sup>93</sup> Cité in Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., p. 417.

<sup>94</sup> Voir sur ce thème Norman Polmar & John D. Gresham, *Defcon 2. Standing on the Brink of Nuclear War During the Cuban Missile Crisis* (New-York : John Wiley & Sons, 2006).

<sup>95</sup> Voir Keith B. Payne, *The Great American Challenge. Deterrence Theory and Practice From the Cold War to the Twenty-First Century* (Fairfax : National Institute Press, 2008), p. 375.

<sup>96</sup> B. R. Myers, « Kim Jong Il's suicide watch », *The International Herald Tribune*, 12 octobre 2006.

<sup>97</sup> Noah Feldman, « Nuclear holocaust: A risk too big even for martyrs? », *The International Herald Tribune*, 27 octobre 2006.

<sup>98</sup> Cité in Don Oberdorfer, « Missed Signals in the Middle East », *The Washington Post*, 17 mars 1991.

« l'honneur » ou la nécessité de « sauver la face » peuvent prendre le pas sur les intérêts matériels. Mais il n'est l'apanage d'aucune culture : « la liberté ou la mort » est un slogan cher aux sociétés occidentales.

Au bout du compte, il apparaît, comme le suggère Colin Gray, l'un des principaux critiques contemporains de la théorie de la dissuasion, que « *le problème n'est pas l'adversaire irrationnel, mais plutôt l'ennemi parfaitement rationnel qui cherche avec détermination, et une grande rationalité, à atteindre des objectifs qui nous semblent parfaitement irrationnels. [Il est celui] d'ennemis dont le comportement entièrement rationnel alloue délibérément des instruments d'action politique (par exemple, les attentats suicides) à des objectifs politiques qui sont un affront à nos valeurs, y compris les normes internationales du droit et de la morale* ». <sup>99</sup>

Les exemples cités ci-dessus ne font pas tant apparaître « l'irrationalité » de certains acteurs qu'une forme particulière et différente de rationalité. On peut rattacher de tels comportements à l'action « **rationnelle en valeur** » (*Wertrational*) que Max Weber différencie de l'action « **rationnelle en finalité** » (*Zweckrational*). Il s'agit d'une forme de rationalité qui suscite des actions entièrement basées sur les *valeurs* de l'acteur, et peut, de ce fait, déboucher sur l'emploi de *moyens* irrationnels.

#### 2.1.4 – Le cas exemplaire de l'Iran

Le cas de l'Iran est exemplaire des difficultés qu'il y aurait à dissuader certaines nouvelles puissances régionales.

La culture politique de l'Iran contemporain est marquée par la **tradition chiite duodécimaine**, à fort contenu eschatologique, et qui valorise la souffrance et le martyre. <sup>100</sup> L'ayatollah Khomeini est réputé avoir dit en 1980 : « *Nous ne vénérons pas l'Iran, nous vénérons Allah. Le patriotisme est le masque du paganisme. Je vous le dis : ce pays peut brûler. Je vous le dit : ce pays peut bien partir en fumée, du moment que l'Islam en ressort triomphant dans le reste du monde* ». <sup>101</sup> Certains auteurs font ainsi remarquer qu'il a fallu 500 000 morts iraniens avant que Khomeiny se décide à arrêter la guerre.

Le pouvoir actuel est de surcroît marqué par les **tendances apocalyptiques**. L'ayatollah Khamenei a fait son éducation religieuse au séminaire de Mashad (et non à celui de Qom, ce qui était le cas de Khomeini), qui entretient une interprétation ésotérique des

---

<sup>99</sup> Colin S. Gray, *Maintaining Effective Deterrence*, Strategic Studies Institute, US Army War College, août 2003, p. vii, p. 22.

<sup>100</sup> « *Les opérations qui visent au martyre sont le summum de l'honneur d'une nation* » (Khamenei, discours du 1<sup>er</sup> mai 2003) ; « *Une société qui a l'esprit de martyre ne pourra jamais connaître la défaite. (...) et si nous voulons résoudre les problèmes sociaux d'aujourd'hui, nous devons en revenir à la culture des martyrs* » (Ahmadinejad, *Kayhan*, 7 mars 2005). « *Y a-t-il un art plus beau, plus divin, et plus éternel que celui du martyre ?* » (Ahmadinejad, Intervention à la télévision iranienne, 25 juillet 2005).

<sup>101</sup> Cité in Norman Podhoretz, « The Case for Bombing Iran », *Commentary*, juin 2007. Il convient de noter que la véracité de cette citation, produite originellement par l'expert Amir Taheri dans son ouvrage *Nest of Spies*, est discutée (« Is Iran suicidal or deterrable ? », *Economist.com*, 14 novembre 2007).

textes sacrés, et où l'on considère que la raison et la foi sont incompatibles.<sup>102</sup> Le président Mahmoud Ahmadinejad est influencé par le messianisme de l'ayatollah Mohammed Taqi Mezbah Yazdi. Il est réputé être un adepte de la pratique de l'*estekhareh*, qui consiste à chercher le conseil de l'autorité divine avant de prendre une décision, notamment par la bibliomancie.<sup>103</sup> L'ayatollah Ahmed Jannati, président du Conseil des gardiens, est un *velayati*, adepte d'une forme d'extrémisme chiite qui voit dans l'imam une source de pouvoir surnaturel. Il évoque régulièrement l'imminence du retour du Mahdi.<sup>104</sup> Les officiers du CGRI seraient particulièrement réceptifs aux thèses apocalyptiques – au point, pour certains, de se considérer comme des « *soldats du Mahdi* ». <sup>105</sup> Les experts notent une résurgence des pratiques religieuses traditionnelles (illustrée par le culte du puits de Jamkaran), au détriment des enseignements officiels. Et certaines publications récentes font même le lien entre l'emploi de l'arme nucléaire et le retour du Mahdi.<sup>106</sup>

**Même le discours des dirigeants iraniens réputés « raisonnables » suscite des interrogations.** La formule déjà citée de Hashemi Rafsandjani selon laquelle « *l'emploi d'une seule arme nucléaire contre Israël détruirait tout, mais, contre le monde islamique, ne causerait que des dommages limités* » suggère non seulement que l'emploi de l'arme nucléaire contre Israël pourrait être concevable, mais encore que la « dissuasion du faible au fort » pourrait ne pas fonctionner face au monde musulman.<sup>107</sup>

Au demeurant, la dissuasion suppose au moins de **reconnaître l'existence de l'autre** partie. Or, comme le font remarquer certains experts israéliens, comment être assuré du fonctionnement de la relation dissuasive avec l'Iran dès lors que l'un des deux États ne reconnaît aucune légitimité à l'existence du « régime sioniste » ?

Enfin, le comportement depuis 1979 des **Gardiens de la révolution, beaucoup plus enclins à la prise de risques** que ne le sont les responsables religieux (soutien direct au terrorisme, emploi de missiles balistiques pendant la guerre contre l'Irak, provocations dans le Golfe...), autoriserait des doutes sur le comportement du régime une fois en possession de l'arme nucléaire. Certains experts notent à cet égard que le CGRI a rarement « payé le prix » de son activisme et pourrait parier sur la faiblesse des pays occidentaux.

Pour ces raisons, de nombreux analystes estiment que la dissuasion serait impossible face à l'Iran : « (...) *il n'est pas possible de se fier à la dissuasion face à un régime dirigé par des islamo-fascistes qui sont prêts à mourir pour leur valeurs et se préoccupent davantage de répandre leur idéologie et leur pouvoir que de protéger leur*

---

<sup>102</sup> Mehdi Khalaji, *Apocalyptic Politics. On the Rationality of Iranian Policy*, The Washington Institute for Near East Policy, 2008.

<sup>103</sup> Ibid., p. 16.

<sup>104</sup> Ibid., p. 23.

<sup>105</sup> Mehdi Khalaji, « Apocalyptic Visions and Iran's Security Policy », in Patrick Clawson & Michael Eisenstadt, *Deterring the Ayatollahs. Complications in Applying Cold War Strategy to Iran*, The Washington Institute for Near East Policy, 2007, p. 31.

<sup>106</sup> Voir Dalia Dassa Kaye & Frederic M. Wehrey, « A Nuclear Iran: The Reactions of Neighbours », *Survival*, vol. 49, n° 2, été 2007, p. 124.

<sup>107</sup> Sermon à l'université de Téhéran, décembre 2001.

population. *Si l'Iran obtient la Bombe, ce n'est pas lui qui sera dissuadé, c'est nous* ». <sup>108</sup> Selon l'islamologue Bernard Lewis, pour Ahmadinejad, « *la destruction mutuelle assurée n'est pas un élément dissuasif, mais un facteur d'encouragement* ». <sup>109</sup> Même ceux qui, comme Reuel Marc Gerecht, reconnaissent que « *la théorie de la dissuasion pourrait effectivement fonctionner contre le régime clérical* » font néanmoins preuve d'un grand scepticisme : « *nous n'avons jamais été confrontés à un régime dans lequel l'antiaméricanisme, la violence, le terrorisme et le jugement divin sont aussi intimement liés* ». <sup>110</sup> De même Edward Luttwak, opposé à une action militaire contre l'Iran, estime-t-il que la dissuasion mutuelle ne pourrait pas être assurée avec le régime actuel. <sup>111</sup>

On peut ajouter à ces arguments que si l'Iran devenait effectivement une puissance nucléaire, **l'aptitude à la dissuasion des pays occidentaux serait ipso facto diminuée**, puisqu'ils auraient été incapables d'empêcher Téhéran d'aller jusqu'au bout.

## **2.2 – La dimension stratégique**

Le bon fonctionnement de la dissuasion suppose en outre un certain nombre de conditions stratégiques essentielles : la bonne compréhension de l'adversaire, la réceptivité à la menace de dommages sur le territoire, l'existence d'un centre unique de décision et d'une communication efficace. Il est rare que ces trois conditions soient remplies.

### **2.2.1 – La bonne compréhension de l'adversaire**

La dissuasion suppose la bonne compréhension mutuelle des adversaires, de leurs intérêts respectifs et de leurs perceptions des enjeux. Or cette condition n'est pas toujours remplie, tant s'en faut.

Les études sur les échecs de la dissuasion (au sens général du terme) révèlent que ceux-ci sont le plus souvent causés par l'absence de compréhension mutuelle des intentions de l'adversaire, de sa perception des enjeux, etc. <sup>112</sup> La **mauvaise compréhension des intérêts de l'autre partie et de sa perception des enjeux** est ainsi un problème récurrent. Robert MacNamara résume l'incompréhension entre Washington et Hanoi de la manière suivante : « *Nous ne les connaissons pas assez bien pour nous mettre dans une situation d'empathie. Au résultat, le malentendu était total, en quelque sorte. Ils pensaient que nous avions simplement pris la place des Français en tant que puissance coloniale (...) Et nous – nous considérons le Vietnam comme un élément de la Guerre froide. Pas comme une guerre civile* ». <sup>113</sup> En 1981, l'Union soviétique, on le sait maintenant, pensait réellement que les États-Unis pouvaient envisager une action militaire contre le

---

<sup>108</sup> Norman Podhoretz, « Stopping Iran: Why the Case for Military Action Still Stands », *Commentary*, février 2008.

<sup>109</sup> Cité in Podhoretz, op. cit.

<sup>110</sup> Reuel Marc Gerecht, « To Bomb or Not to Bomb », *The Weekly Standard*, 24 avril 2006, p. 24.

<sup>111</sup> Edward N. Luttwak, « Three Reasons Not to Bomb Iran – Yet », *Commentary*, mai 2006.

<sup>112</sup> Robert Jervis, Richard Ned Lebow & Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1985).

<sup>113</sup> Témoignage de Robert MacNamara in *The Fog of War* (documentaire, 2004).

Pacte de Varsovie, au point de décider une opération majeure de collecte de renseignement (projet *RYaN*) pour savoir quand aurait lieu l'attaque occidentale.<sup>114</sup>

**En temps de crise, des événements particuliers peuvent être mal interprétés.** Des manœuvres militaires peuvent être perçues comme le prélude à une invasion (cf. exercice de l'OTAN *Able Archer* en 1983, exercice indien *Brasstacks* en 1987...).<sup>115</sup> Un accident peut être interprété comme le prélude à une agression (destruction d'un Airbus iranien par l'*USS Vincennes* en 1988). Un incident survenant au beau milieu d'une crise peut être mal interprété (pendant la crise de Cuba, un U-2 américain avait dévié par erreur de sa route et s'était dirigé vers le territoire soviétique).

Enfin, les motivations de politique interne (Nehru en 1962, Kennedy lors de la crise de Cuba...) peuvent ne pas être connues de l'adversaire ou comprises par lui.

L'incompréhension des valeurs occidentales est un trait fréquemment rencontré dans le monde, notamment musulman ; **la détermination des Occidentaux à se défendre** et à défendre leurs intérêts hors du territoire national, au prix d'opérations militaires risquées, est **fréquemment sous-estimée**. C'était le cas, comme on le sait, pour Oussama ben Laden, mais aussi pour Slobodan Milosevic ou encore Saddam Hussein. Le premier avait d'ailleurs dit : « *Je suis prêt à marcher sur des cadavres, alors que l'Occident ne l'est pas. C'est la raison pour laquelle je vaincrai.* »<sup>116</sup> Quant au second, il a avoué qu'il se fiait aux films américains pour sa connaissance de la culture du pays.<sup>117</sup> De même, l'Iran avait tiré comme conclusion de l'absence de réaction de la part de la France et des États-Unis face à ses agissements dans les années 1980 un sentiment d'impunité et avait été conforté dans sa stratégie de confrontation indirecte.<sup>118</sup> **De plus, l'absence d'emploi de l'arme nucléaire depuis 1945 pourrait accréditer l'idée, chez les adversaires potentiels, que « nous n'oserions pas ».**

De manière générale, **la connaissance des valeurs suprêmes et des « lignes rouges » potentielles de l'adversaire est rarement optimale**. Et rien n'est pire que le scénario dans lequel les deux parties croient connaître celles-ci et se trompent (cf. encore l'Asie du sud, et la confiance excessive des deux côtés dans le niveau de connaissance et de compréhension de l'autre).

---

<sup>114</sup> RYaN était l'abréviation de *Raketno-Yadernoe Napadenie* (« attaque de missiles nucléaires »)

<sup>115</sup> Les craintes soviétiques à l'égard de l'exercice *Able Archer* étaient d'autant plus grandes qu'ils avaient remarqué une intensification spectaculaire des échanges télégraphiques entre Washington et Londres. En fait, celle-ci était due à l'invasion de la Grenade, quelques jours auparavant.

<sup>116</sup> Cité in Payne, *The Great American Challenge*, p. 424. Voir également Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., p. 414.

<sup>117</sup> « Interrogator Shares Saddam's Confessions », *CBS News*, 27 janvier 2008. Voir également Woods et al., op. cit., p. 15, p. 29.

<sup>118</sup> Shahram Chubin, *Iran's 'Risk-Taking' in Perspective*, Proliferation Papers, IFRI, Paris, hiver 2008, p. 21.

Les **anticipations stratégiques erronées relevant de telles incompréhensions** sont légion dans l'histoire récente :

- ➔ **La guerre russo-japonaise.** Moscou n'imaginait pas qu'un pays asiatique puisse s'en prendre militairement à une grande puissance européenne, événement sans précédent.<sup>119</sup>
- ➔ **La Première Guerre mondiale.** Le régime tsariste estimait que la mobilisation du pays contribuerait à éviter la guerre ; et l'Allemagne s'était abstenue de lui faire comprendre qu'une telle mobilisation était pour elle un *casus belli*.<sup>120</sup>
- ➔ **Les accords de Munich.** Le choix de l'*appeasement* était fondé sur l'idée selon laquelle Hitler était un homme fondamentalement raisonnable. Mais ce dernier interpréta les accords comme un signe de l'absence de détermination à défendre la Pologne, qui ne pouvait pas, selon lui, avoir une grande valeur pour les Alliés.<sup>121</sup>
- ➔ **L'opération Barbarossa.** Hitler estimait que les Slaves seraient incapables de résister longtemps à la puissance de l'armée du Reich ; c'est l'une des raisons pour lesquelles il n'avait pas jugé utile de préparer ses troupes à combattre en ambiance hivernale.<sup>122</sup>
- ➔ **La guerre du Pacifique.** Les États-Unis n'avaient pas suffisamment fait comprendre au Japon que la conquête de la Chine était une question d'importance stratégique majeure pour eux.<sup>123</sup> De surcroît, les dirigeants américains ne pouvaient pas croire que Tokyo prendrait le risque irrationnel de s'attaquer aux États-Unis.<sup>124</sup> Le Japon, pour sa part, ne prit pas suffisamment au sérieux l'ultimatum de Potsdam (16 juillet 1945), qui pourtant menaçait les forces armées du pays d'une « *destruction inévitable et totale* » et le territoire nippon d'une « *dévastation complète* ».
- ➔ **La guerre de Corée.** Josef Staline et Kim Jong-Il n'imaginaient pas que l'Amérique puisse s'engager massivement dans la défense de la Corée du Sud.<sup>125</sup> Et Washington, qui ne pensait pas que l'URSS et la Chine pourraient prendre le risque d'une confrontation avec l'Amérique, ne prit pas au pied de la lettre les avertissements de la Chine en cas de franchissement du 38<sup>ème</sup> parallèle.<sup>126</sup> Mais Mao Zedong estimait qu'il n'y avait pas d'alternative à la guerre, car il voyait l'intervention américaine comme faisant partie d'une stratégie d'encerclement de la Chine.<sup>127</sup>

---

<sup>119</sup> Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., p. 414.

<sup>120</sup> Richard Ned Lebow, *Nuclear Crisis Management. A Dangerous Illusion* (Ithaca: Cornell University Press, 1987), p. 109.

<sup>121</sup> Keith B. Payne, *Deterrence in the Second Nuclear Age* (Lexington: University Press of Kentucky, 1996), p. 114.

<sup>122</sup> Payne, *The Fallacies of Cold War Deterrence...*, op. cit., p. 45.

<sup>123</sup> Ziemke & al., op. cit., p. 65.

<sup>124</sup> Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., p. 411.

<sup>125</sup> Evgueni Bajanov, présentation à la conférence « The Korean War: An Assessment of the Historical Record », Université de Georgetown, 24-25 juillet 1995 ; Kathryn Weathersby, *Soviet Aims in Korea and the Origins of the Korean War: 1945-1950: New Evidence from the Soviet Archives*, Working Paper 8, Woodrow Wilson Center, Cold War History Project, novembre 1993. On se souvient par ailleurs des déclarations de Dean Acheson excluant implicitement la Corée du Sud du « *périmètre défensif* » des États-Unis (12 janvier 1950).

<sup>126</sup> Lebow, *Nuclear Crisis Management*, op. cit., p. 108 ; Payne, *The Great American Gamble*, p. 277.

<sup>127</sup> Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., pp. 411-412.

- ➔ **La crise de Cuba.** La communauté américaine du renseignement estimait que Moscou n'installerait pas de missiles à Cuba, au motif, notamment, qu'une telle action s'inscrirait en rupture avec ce qu'elle estimait être la pratique et la culture soviétiques.<sup>128</sup> De son côté, Nikita Khrouchtchev pensait qu'un tel déploiement allait simplement faire pièce aux missiles américains en Turquie, et qu'il était donc probablement acceptable pour les États-Unis.<sup>129</sup>
- ➔ **La guerre du Vietnam.** L'administration Johnson avait considérablement sous-estimé la détermination des Nord-Vietnamiens à se battre pour l'unification du pays et leur disponibilité au sacrifice à cet effet.<sup>130</sup> MacNamara parlait du principe qu'ils finiraient par rechercher un compromis avec les États-Unis.<sup>131</sup>
- ➔ **La guerre sino-indienne.** Les dirigeants indiens estimaient que Pékin n'entrerait pas en guerre en réponse aux incursions dans la zone contestée (et la Chine restait mesurée dans ses avertissements à l'Inde).<sup>132</sup>
- ➔ **La guerre du Kippour.** Forte de sa victoire de 1967, l'armée israélienne n'imaginait pas que l'Égypte puisse décider d'entrer en guerre sans s'être renforcée, et interprétait les préparatifs égyptiens selon une grille d'analyse erronée.<sup>133</sup> Sadate, de son côté, escomptait un soutien soviétique – et une abstention américaine – au cas où les choses tourneraient mal.<sup>134</sup>
- ➔ **La guerre des Malouines.** La junte argentine ne s'attendait pas à ce que Londres lance sa plus grande expédition outre-mer depuis Suez pour libérer un lointain territoire dépendant.<sup>135</sup> Londres, de son côté, par volonté d'apaiser les tensions bilatérales, s'était abstenue de quel qu'avertissement que ce soit envers Buenos-Aires.<sup>136</sup>
- ➔ **L'invasion du Koweït.** Saddam Hussein ne pensait pas que l'invasion du Koweït déclencherait une telle réaction de la part des États-Unis.<sup>137</sup> De leur côté, les États-Unis, qui avaient repéré la concentration des forces irakiennes aux frontières du Koweït, estimaient qu'une invasion ne serait pas une décision rationnelle et ne cadrerait pas avec l'analyse américaine du comportement traditionnel de Saddam.<sup>138</sup>

---

<sup>128</sup> Ibid., p. 412.

<sup>129</sup> Lebow, *Nuclear Crisis Management*, op. cit., p. 133.

<sup>130</sup> Jeffrey Record, *Nuclear Deterrence, Preventive War, and Counterproliferation*, Policy Analysis n° 519, The Cato Institute, 8 juillet 2004.

<sup>131</sup> Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., p. 413.

<sup>132</sup> Lebow, *Nuclear Crisis Management*, op. cit., p. 108.

<sup>133</sup> Chaim Herzog, *The Arab-Israeli Wars. War and Peace in the Middle East from the War of Independence through Lebanon* (New-York: Vintage Books, 1984), p. 228.

<sup>134</sup> Caroline F. Ziemke, Philippe Loustaunau & Amy Alrich, *Strategic Personality and the Effectiveness of Nuclear Deterrence*, Institute for Defense Analyses / Defense Threat Reduction Agency, IDA Document D-25537, novembre 2000, p. 41.

<sup>135</sup> Il s'agit, avec les attaques de 1973 (guerre du Kippour) et de 1991 (*Scud* irakiens contre Israël), de l'un des trois cas d'agression d'un État non nucléaire contre le territoire d'un État nucléaire.

<sup>136</sup> Payne, *Deterrence in the Second Nuclear Age*, op. cit., pp. 114-115.

<sup>137</sup> Saddam Hussein avait retenu de son entretien avec l'ambassadrice américaine April Glaspie (25 juillet 1990) que le différend irako-koweïtien était aux yeux de Washington une affaire bilatérale sur laquelle les États-Unis n'avaient pas d'opinion.

<sup>138</sup> Alex Hybel, *Power over Rationality* (Albany: University of New-York Press, 1993), pp. 51-56.

(Saddam a avoué avoir lancé l'invasion du Koweït après une insulte personnelle proférée par l'émir du Koweït.<sup>139</sup>)

- ➔ **La crise du Kosovo.** Slobodan Milosevic ne pensait pas que l'OTAN procéderait à une escalade aérienne prolongée, et s'attendait à un soutien de la Russie.<sup>140</sup> De son côté, l'Alliance atlantique avait sous-estimé la détermination de la Serbie à résister.<sup>141</sup>
- ➔ **L'offensive de Kargil.** Les généraux pakistanais estimaient, en 1999, que la possession désormais avérée de l'arme nucléaire par le Pakistan inhiberait une réaction militaire indienne forte.
- ➔ **La guerre contre l'Irak.** Saddam Hussein, en 2003, après avoir longuement refusé d'imaginer que les États-Unis puissent attaquer de nouveau l'Irak (cf. supra.), s'attendait à une action américaine limitée (du type de celle de 1998), et non à une invasion.<sup>142</sup> De leur côté, les États-Unis, et avec eux de nombreux analystes occidentaux, ne pouvaient pas imaginer que l'Irak se soit débarrassé de ses armes de destruction massive (au vu de l'importance qu'elles avaient, pensait-on, pour le régime) et n'ait gardé aucune trace visible de cette décision (au vu de la nature autoritaire, donc procédurière, du même régime).
- ➔ **La troisième guerre du Liban.** Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, ne s'attendait pas à une réaction israélienne aussi vive à l'été 2006.<sup>143</sup> De leur côté, les Israéliens n'avaient pas imaginé, semble-t-il, que les combattants ennemis puissent être aussi bien aguerris et entraînés aux techniques modernes de combat.<sup>144</sup>
- ➔ **Le conflit russo-géorgien.** Le président Saakashvili ne s'attendait pas à une réaction massive de la part de la Russie, et pensait pouvoir compter sur un soutien de Washington.<sup>145</sup> De son côté, l'administration américaine s'était abstenue d'envoyer un avertissement clair à Moscou, estimant que la Russie « *n'envahirait pas la Géorgie* ». <sup>146</sup>

Tirant les leçons de la crise irakienne, Michael Eisenstadt, expert américain de la région du Golfe, relève : « *il est tout de même extraordinaire que les États-Unis et l'Irak se soient à ce point trompés dans leurs analyses respectives des capacités et des intentions de l'autre partie après avoir consacré plus d'une décennie à observer l'adversaire* ». <sup>147</sup>  
Plus généralement, comme le dit le théoricien Robert Jervis : « *il est très rare que les*

---

<sup>139</sup> « Interrogator Shares Saddam's Confessions », *CBS News*, 27 janvier 2008.

<sup>140</sup> Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., p. 414, p. 422.

<sup>141</sup> Bill Sammon, « Clinton Misread Yugoslav Resolve », *The Washington Times*, 21 juin 1999.

<sup>142</sup> « Interrogator: Invasion Surprised Saddam », *CBS News*, 24 janvier 2008.

<sup>143</sup> Amos Malka, « Israel and Asymmetrical Deterrence », *Comparative Strategy*, vol. 27, 2008, p. 15.

<sup>144</sup> Adam Garfinkle, *Culture and Deterrence*, Foreign Policy Research Institute, 25 août 2006, p. 6.

<sup>145</sup> Oksana Antonenko, « A War with No Winners », *Survival*, vol. 50, n° 5, octobre-novembre 2008, p. 24.

<sup>146</sup> Selon un responsable cité sous couvert d'anonymat par Nicholas Kralev & Bill Gertz, « WH careful on cutting ties with Moscow », *The Washington Times*, 3 septembre 2008.

<sup>147</sup> Michael Eisenstadt, « Understanding Saddam », *The National Interest*, été 2005, p. 119.

*deux adversaires comprennent les objectifs, les peurs, les stratégies, et les perceptions de l'autre. L'empathie est difficile et généralement absente ».*<sup>148</sup>

Entre deux pays dotés d'armes nucléaires, **la « courbe d'apprentissage » de la dissuasion peut être longue et empreinte de risques majeurs**. La maîtrise du concept de dissuasion doit exister au sein de tous les milieux impliqués dans le mécanisme de mise en jeu des forces nucléaires ; ce ne sera pas le cas dans les régimes autoritaires, qui cloisonnent volontiers le savoir et les responsabilités.<sup>149</sup> Entre deux acteurs, l'apprentissage du dialogue dissuasif peut prendre du temps et susciter des dangers (la crise de Kargil en 1999), voire des risques majeurs (la crise de Cuba en 1962, la crise de l'hiver 2001-2002 en Asie du sud). **Les doctrines nucléaires elles-mêmes sont souvent mal comprises**. Ceci est d'autant plus vrai que certains États gardent secrète leur capacité nucléaire (Afrique du Sud), ne disent rien ou presque de leur doctrine (Israël), ne l'expriment que de manière semi-officielle (Pakistan), et que des doutes existent parfois quant à la coïncidence entre le discours et la planification (Chine).

Enfin, certains dirigeants peuvent être **tentés de faire croire qu'ils sont irrationnels** en pensant renforcer la dissuasion. L'argument n'est pas dénué de fondement ; c'est ce que Thomas Schelling avait appelé la « rationalité-de-l'irrationalité ». Richard Nixon tentait ainsi de faire croire aux Soviétiques qu'il était prêt à employer l'arme nucléaire pour pousser ceux-ci à agir sur Hanoï.<sup>150</sup> Mais l'emploi de cette technique est risqué, car elle peut amplifier les malentendus, voire susciter chez l'adversaire la tentation de la frappe préemptive.

### 2.2.2 – La réceptivité à la menace de dommages massifs contre le territoire

La dissuasion sera difficile vis-à-vis d'États qui considèrent que l'enjeu vaut la peine de sacrifier le pays entier.

**Le cas de l'Iran vient une nouvelle fois à l'esprit**. Lorsque M. Rafsandjani déclare que « *l'emploi d'une seule arme nucléaire contre Israël détruirait tout, mais, contre le monde islamique, ne causerait que des dommages limités* », il suggère que la « dissuasion du faible au fort » pourrait ne pas jouer entre Israël et le monde musulman en raison de la trop grande asymétrie des enjeux. A l'extrême, c'est le monde musulman tout entier qu'il faudrait alors menacer de dommages inacceptables pour dissuader Téhéran...

**Les régimes ayant une attitude particulièrement brutale à l'égard de leur propre population ne seraient sans doute pas susceptibles d'être dissuadés par la menace de représailles contre leurs villes**. Les exemples de tels régimes abondent : on peut citer l'Allemagne nazie, l'URSS de Staline, le Japon impérial, la Chine de Mao ou la Corée du Nord de Kim, qui ont tous montré une forte disponibilité à tuer ou à laisser mourir délibérément une grande partie de leur propre population. Le Paraguay a perdu

---

<sup>148</sup> Robert Jervis, « Rational Deterrence: Theory and Evidence », *World Politics*, vol. 41, n° 2, janvier 1989, p. 198.

<sup>149</sup> Ce ne sera même pas nécessairement le cas dans certaines démocraties : jusqu'à une période très récente, les militaires indiens étaient totalement « coupés » de la gestion du nucléaire.

<sup>150</sup> Joseph Gerson, *Empire and the Bomb. How the US Uses Nuclear Weapons to Dominate the World* (Ann Arbor: University of Michigan Press, 2006), p. 156.

environ 60 % de sa population civile dans la guerre qui l'a opposé à ses voisins entre 1864 et 1870 (guerre de la Triple alliance). Adolf Hitler considérait, selon un témoin de l'époque, que « *le peuple allemand était un moyen au service d'une fin* ». <sup>151</sup> Il est réputé avoir dit : « *Je dois atteindre l'immortalité même si la nation allemande tout entière doit disparaître pour cela* ». <sup>152</sup> En 1958, Mao Zedong suggérait : « *il est possible que la moitié de la Chine doive mourir* » en raison de l'exportation des deux-tiers de la production de céréales vers l'Union soviétique, dont le soutien était crucial pour le développement des capacités militaires et nucléaires du pays. <sup>153</sup> Il considérait que la mort de centaines de millions de Chinois lors d'un conflit nucléaire ne serait « *pas une grande perte* ». <sup>154</sup> L'Iran révolutionnaire a montré lors de la guerre Iran-Irak qu'il était prêt à envoyer à la mort des dizaines de milliers de jeunes « volontaires » dans de vaines offensives terrestres (et même, parfois, pour le simple déminage). <sup>155</sup> Le bombardement des villes irakiennes à partir de 1984 fut justifié par le fait que la population de l'Irak pouvait être considérée comme « combattante », puisqu'elle se refusait à renverser Saddam Hussein. <sup>156</sup> Sur l'Irak lui-même, on peut rappeler le gazage des populations kurdes en 1988 et la brutalité de la répression contre les populations chiites après 1991. Quant à la Corée du Nord, Kim Jong-Il déclarait en 1996 qu'il suffirait de 30 % de la population nord-coréenne pour reconstruire une société victorieuse. <sup>157</sup> On prête également au « Cher Dirigeant » le slogan suivant : « *un monde sans la Corée du nord ne mérite pas de survivre* ». <sup>158</sup>

Certains suggèrent que **les conditions d'exercice de la violence au Moyen-Orient ont profondément changé depuis un siècle**. La tradition islamique de discrimination entre civils et combattants se serait estompée au fil des interactions avec le monde occidental et de la pénétration des idées laïques ; les massacres d'Arméniens par l'Empire ottoman auraient été la première manifestation de cette évolution. Cette évolution se serait accélérée ces dernières décennies avec le développement des attentats-suicides, accompagné d'une généralisation de la rhétorique du « martyr » et du « sacrifice ». L'exercice de la dissuasion pourrait s'en trouver plus complexe. <sup>159</sup>

Autre cas problématique : celui du **régime en voie d'être défait et estimant ainsi n'avoir plus rien à perdre**. L'emploi de moyens de destruction de masse serait alors une forme de « revanche posthume par anticipation ». Le ou les dirigeants concernés pourraient

---

<sup>151</sup> Cité in Payne, *The Great American Gamble*, op. cit., p. 273.

<sup>152</sup> Eugene H. Methvin, « Hitler and Stalin, 20<sup>th</sup> Century Killers », *The National Review*, 31 mai 1985.

<sup>153</sup> Donald Morrison, « Taking Aim at Mao », *Time*, 6 juin 2005.

<sup>154</sup> Cité in Payne, « The Fallacies of Cold War Deterrence... », op. cit., p. 417.

<sup>155</sup> L'épisode rappelle celui des 5 000 « enfants-soldats » d'Hitler, endoctrinés et envoyés au combat dans les derniers jours du siège de Berlin. 90 % d'entre eux périrent. (Il convient d'ajouter que ce sacrifice d'une partie de la jeunesse iranienne était très impopulaire, à la fois dans le clergé et dans l'opinion. Ziemke, « The National Myth and Personality of Iran », op. cit., pp. 112-113.)

<sup>156</sup> John Kelsay, *Islam and War: A Study in Comparative Ethics* (Louisville: Westminster/John Knox Press, 1993), p. 75.

<sup>157</sup> Fiona Terry, *The Deadly Secrets of North Korea*, Médecins sans Frontières, août 2001.

<sup>158</sup> Cité in Kim Hyun Sik, « The Secret History of Kim Jong Il », *Foreign Policy*, septembre-octobre 2008, p. 50.

<sup>159</sup> Feldman, op. cit.

vouloir chercher, de la sorte, à gagner une place dans les livres d'Histoire, ou à tout le moins prévenir la victoire de leur adversaire. Ce fut le sens des « décrets Néron » promulgués par Hitler les 18 et 19 mars 1945 (ordre d'exode à pied de la population allemande, et ordre de destruction sur le territoire allemand de toute installation utilisable par l'ennemi après la guerre). Plus près de nous, les procès-verbaux de réunions internes au leadership irakien avant la guerre de 1991 montrent clairement que Saddam Hussein était prêt à l'emploi massif d'armes chimiques et biologiques sur les « centres de pouvoir » saoudiens.<sup>160</sup>

Rappelons qu'il existe de **nombreux exemples dans le passé de sociétés ayant préféré le risque de destruction totale à la reddition**. Ce fut le cas pour les Méliens face au chantage d'Athènes (-416), ou pour les habitants de Kiev assiégés par les Mongols (1240). Il existe également des exemples de suicide collectif face à la menace extérieure, tel que celui des Sicaires de Massada (72), ou encore, exemple plus directement pertinent ici, celui des dirigeants du Reich dans leur bunker (1945).

Enfin, **l'hypothèse extrême d'un État dont une partie du territoire échappe au contrôle du pouvoir central** (ex. : Waziristan, Sud-Liban, Gaza, Somaliland...), et dans lequel un groupe terroriste disposerait d'une arme nucléaire transportable, poserait un problème majeur : serait-il possible de faire jouer la dissuasion de manière crédible dans un tel cas ?

### 2.2.3 – L'existence d'un centre de décision unique et d'une communication efficace

L'existence d'un centre de décision unique, ayant accès à l'information en temps réel, bien identifié et considéré comme légitime par l'adversaire, est indispensable au vu de la rapidité des réactions nécessaires au cours d'une crise à dimension nucléaire. Or dans certains cas, l'identification de ce centre de pouvoir, et l'établissement d'une communication sûre et directe avec lui, n'est pas facile :

➔ **Les États gouvernés par la peur ou le mensonge, dont les dirigeants sont coupés de l'accès à l'information.** Dans de tels régimes, il est fréquent que les informations (notamment lorsqu'il s'agit de mauvaises nouvelles) soient cachées ou filtrées. « *C'est l'une des raisons pour lesquelles de tels dictateurs semblent ne pas agir rationnellement. Mais en fait ils agissent rationnellement sur la base de leur compréhension de la situation – une situation à propos de laquelle ils ne peuvent pas disposer d'une description véridique et honnête.* »<sup>161</sup> C'était déjà le cas en 1914 en Allemagne et en Russie.<sup>162</sup> En 1991, le président Bush avait tenté de dissuader Saddam Hussein d'utiliser des moyens chimiques ou biologiques, et de s'attaquer aux champs de pétrole ; selon certains observateurs, la lettre d'avertissement du Président Bush n'aurait peut-être pas été transmise à Saddam Hussein. En 2003, alors même que les forces américaines s'approchaient de Bagdad, Saddam Hussein, qui ne recevait que des rapports optimistes de la part de ses subordonnés, continuait-il d'être confiant dans la victoire finale...<sup>163</sup> (Parfois, les dirigeants concernés ne cherchent même pas

---

<sup>160</sup> Voir *Iraq Survey Group Final Report*, 30 septembre 2004, Annexe D.

<sup>161</sup> Shmuel Bar, « 'Victory is somewhat archaic' », *The Jerusalem Post*, 17 janvier 2008.

<sup>162</sup> Payne, *The Great American Gamble*, op. cit., p. 272.

<sup>163</sup> Woods et al., op. cit., p. 32.

à être nourris d'informations par leurs services ; au renseignement, Saddam Hussein préférait souvent l'intuition, y compris à travers ses rêves nocturnes.<sup>164</sup>) La Corée du Nord pourrait être dans une situation analogue.<sup>165</sup>

- ➔ **Les régimes autoritaires de nature collégiale ou fondés sur un équilibre entre plusieurs centres de pouvoir.** La prise de décision stratégique peut y être difficile : elle suppose l'existence d'un arbitre suprême à l'autorité incontestée (ce qui était le cas en Iran de Khomeiny pour la décision de mettre un terme à la guerre avec l'Iran, mais ce qui n'est sans doute plus le cas avec Khomeini<sup>166</sup>). Au cours d'une crise, la représentativité des interlocuteurs pourrait être mise en doute. On peut citer, à cet égard : les interrogations austro-hongroises devant le caractère divergent et contradictoire des messages envoyés par les différentes autorités allemandes en juillet 1914<sup>167</sup> ; ou encore les doutes américains sur l'autorité de Khrouchtchev à la lecture de certaines télécopies reçues de Moscou au plus fort de la crise de Cuba. Dans les régimes où l'armée tient une place importante, comment être sûr, en temps de crise, que l'on s'adresserait au bon interlocuteur ? Le Premier secrétaire du Parti communiste chinois, le « Cher dirigeant » nord-coréen, ou encore le Premier ministre du Pakistan n'auraient probablement pas la capacité de prendre des décisions seuls...
- ➔ **Les pays sous influence d'un acteur non étatique.** Sur le territoire d'un pays adverse, l'existence d'acteurs non étatiques bien armés, avec une forte capacité d'action stratégique, pourrait poser problème à l'exercice de la dissuasion. A qui s'adresser dans un tel cas ? Aux dirigeants de l'État sur le territoire duquel opère le groupe, ou aux responsables du groupe ?
- ➔ **Les États effondrés ou en voie d'effondrement.** Il s'agit sans doute d'une des hypothèses les plus dangereuses d'emploi d'armes de destruction massive. Dans une telle situation, des armes de destruction massive pourraient se retrouver entre les mains d'acteurs intermédiaires mal identifiés, avec lesquels la communication est impossible, et qui de surcroît n'auraient pas été familiarisés avec les disciplines de la dissuasion. Pire encore : ils auraient peut-être reçu une « pré-délégation » de l'autorité d'emploi. Ainsi Saddam Hussein avait-il donné aux officiers de l'Organisation spéciale de sécurité (OSS), qui avaient en charge les missiles dotés de têtes chimiques et biologiques, l'ordre de tirer sur Israël dès lors qu'ils auraient acquis la conviction que les communications avec Bagdad auraient été rompues en raison d'une frappe nucléaire.<sup>168</sup>

---

<sup>164</sup> Ibid., p. 12.

<sup>165</sup> Joseph S. Bermudez, *North Korea's Strategic Culture*, Science Applications International Corporation, 31 octobre 2006, p. 11.

<sup>166</sup> Selon une étude approfondie, le vrai pouvoir en Iran appartiendrait à un petit groupe informel d'une dizaine de hauts responsables religieux. Wilfried Buchta, *Who Rules Iran? The Structure of Power in the Islamic Republic*, The Washington Institute for Near East Policy, 2000.

<sup>167</sup> Jervis, « Rational Deterrence: Theory and Evidence », op. cit., p. 205.

<sup>168</sup> Baram, op. cit., p. 34. Les commandants d'unités de missiles *Scud* dotés de têtes chimiques ou biologiques avaient pour instruction d'employer ces moyens « au cas où Bagdad serait frappé par des armes nucléaires » (*Report of the Secretary-General on the Status of the Implementation of the Special Commission's Plan for the Ongoing Monitoring and Verification of Iraq's Compliance with Relevant Parts of Section C of Security Council Resolution 687*, Organisation des Nations-Unies, 11 octobre 1995).

Dans un régime soumis à des influences internes multiples, **certains centres de pouvoir seraient susceptibles de jouer leur jeu propre, ce qui compliquerait d'autant l'exercice de la dissuasion.** Le cas exemplaire est celui de l'Iran. Shahrām Chubin note à juste titre que « *certaines éléments du régime estiment en fait que la survie de ce dernier est davantage susceptible d'être garantie par la crise, le retranchement et la confrontation plutôt que par la modération et la normalité* ». <sup>169</sup> Par ailleurs, le Corps des gardiens de la Révolution islamique pourrait avoir une conception différente de l'emploi des armes nucléaires de celle qui est officiellement en vigueur. En effet, il semble considérer les armes chimiques comme utilisables en premier dans les opérations maritimes, contrairement à la conception qui prévaut dans la doctrine du pays, qui semble privilégier la dissuasion (cf. supra.). <sup>170</sup> Or le CGRI a, par le passé, eu recours aux missiles balistiques (contre le Koweït en 1991) d'une manière qui n'était pas conforme à la doctrine exprimée par les autorités militaires. <sup>171</sup>

A Cuba, les forces soviétiques disposaient d'une prédélégation d'emploi (ce que les États-Unis ne savaient pas), et une invasion américaine aurait presque certainement déclenché une guerre nucléaire. Et faut-il rappeler que, du côté américain, le commandant en chef du *Strategic Air Command* avait pu décider de lui-même d'augmenter le niveau d'alerte des forces nucléaires le 24 octobre sans prévenir le président ?

Même lorsque le centre de décision est bien identifié, la bonne communication entre adversaires ne va pas de soi.

- ➔ En temps de paix, **les messages de dissuasion destinés à l'adversaire peuvent se perdre dans un flot d'informations et de communications** de toute nature. Certes, ce n'était généralement pas le cas dans le contexte Est-Ouest : l'attention des États-Unis et de l'Union soviétique était, des deux côtés, tournée en permanence et de manière privilégiée vers l'autre partie (et la masse d'informations parvenant quotidiennement aux États était beaucoup plus réduite qu'aujourd'hui). Mais la crise de Cuba apporta toutefois son lot d'incompréhensions et d'incidents dus aux défaillances de communication entre les différents intervenants (ce qui faisait dire à Kennedy : « *there is always some son of a bitch who does not get the message* »). <sup>172</sup>
- ➔ **Les différences culturelles peuvent amener l'une ou l'autre des parties à « surinterpréter » un message de dissuasion** : ainsi l'envoi de deux porte-avions par les États-Unis dans le détroit de Taiwan lors de la crise de 1996 aurait-elle fait l'objet d'une interprétation « trop subtile » par la Chine, qui aurait vu dans les noms des bâtiments américains un signal politique fort. <sup>173</sup>

---

<sup>169</sup> Chubin, *Iran's 'Risk-Taking' in Perspective*, op. cit., p. 12.

<sup>170</sup> Gregory F. Giles, « The Islamic Republic of Iran and Nuclear, Biological, and Chemical Weapons », in Lavoy et al., op. cit., pp. 97s.

<sup>171</sup> Gregory F. Giles, « Command and Control Challenges of an Iranian Nuclear Force », in Patrick Clawson & Michael Eisenstadt, *Deterring the Ayatollahs. Complications in Applying Cold War Strategy to Iran*, The Washington Institute for Near East Policy, 2007, p. 12.

<sup>172</sup> Cité in Polmar, op. cit., p. 190.

<sup>173</sup> Selon un expert reconnu, Pékin aurait interprété l'envoi de l'*USS Nimitz* comme signifiant « nous restons maîtres du Pacifique » et celui de l'*USS Independence* comme signifiant « nous sommes prêts à soutenir l'indépendance de Taiwan »....

- ➔ En temps de conflit, **la communication est rarement bien assurée même lorsque des dispositions spécifiques ont été prises à cet effet.** Entre l'Inde et le Pakistan, les canaux de communication institués entre les responsables des opérations militaires (DGMO, *Director General of Military Operations*) ne sont pas utilisés en temps de crise. De manière plus anecdotique, on rappellera qu'une partie d'un télégramme adressé par Washington à Moscou au plus fort de la crise de Cuba fut mal transmis par le système de la Western Union, suscitant perplexité et erreurs d'interprétation en Union soviétique...<sup>174</sup>
- ➔ **Certaines cultures peuvent réagir négativement aux menaces directes faites publiquement,** alors qu'un message discret aurait été plus efficace. D'autres n'accorderont aucune crédibilité à une menace proférée par un responsable de haut rang, alors qu'un message délivré par un proche parent d'un Chef d'État ou de gouvernement aurait retenu toute l'attention des récipiendaires.<sup>175</sup>

Dernier cas problématique : celui de **garanties de sécurité mal comprises.** Une garantie positive à un pays allié peut ne pas avoir été communiquée clairement à l'adversaire potentiel : avant la Première guerre mondiale, les dirigeants britanniques n'avaient pas voulu, pour des raisons de politique intérieure, faire connaître à l'Allemagne son engagement de soutenir la France en cas d'attaque.<sup>176</sup> A l'inverse, un pays protégé peut prendre des risques en se pensant, à tort, protégé, comme cela a été sans doute le cas avec la Géorgie en 2006.

Dans les hypothèses analogues à celles qui sont mentionnées ici, « *la prévisibilité du fonctionnement de la dissuasion sera probablement l'exception plutôt que la règle* ». <sup>177</sup>

---

<sup>174</sup> Voir Polmar, op. cit., p. 217.

<sup>175</sup> Keith B. Payne, « Detering the Use of Weapons of Mass Destruction: Lessons from History », *Comparative Strategy*, vol. 14, octobre-décembre 1995, p. 350.

<sup>176</sup> Jervis, « Rational Deterrence: Theory and Evidence », op. cit., p. 204.

<sup>177</sup> Keith B. Payne, « Nuclear Deterrence for a New Century », *The Journal of International Security Affairs*, n° 10, printemps 2006, p. 52.

## **Conclusions et recommandations**

### **3.1. – Conclusions**

**Le mécanisme de la dissuasion est fragile.** Il repose sur un ensemble d'hypothèses contraignantes qui résistent mal face aux failles de la psychologie humaine, des organisations politiques, et des modes de gestion de crise.<sup>178</sup> De plus, sa pertinence face à des individus ou des États de culture non occidentale, ou marqués par certaines traditions spirituelles, ne va pas de soi.

L'étude des conditions de la dissuasion conduit ainsi à renforcer le consensus sur les dangers de la prolifération. **Le pari des théoriciens optimistes de la prolifération**, qui suggère que cette dernière a des vertus stabilisantes, **apparaît extraordinairement risqué.** De même est-il hasardeux de parier, comme le font encore de nombreux commentateurs, sur le fait que « *la logique de la dissuasion transcende toute forme d'époque ou d'ennemi* ». <sup>179</sup>

Les conclusions suivantes d'un chercheur américain semblent plus convaincantes, quoique pessimistes : « *l'utilité de la dissuasion est limitée à une gamme étroite de conflits : ceux dans lesquels les dirigeants adverses sont principalement motivés par la perspective du gain plutôt que par la crainte de la perte, sont en situation d'adopter une attitude de retenue, ne sont pas trompés par des évaluations sévèrement distordues de la situation politico-militaire, et sont vulnérables au type de menaces que le défenseur est capable d'exercer de manière crédible* ». <sup>180</sup>

### **3.2. – Sept recommandations**

Comme le souligne une analyse américaine, « *nous avons besoin d'un compromis entre la théorie 'taille unique' et l'idée selon laquelle chaque relation est particulière, chaque situation est si spécifique qu'il n'y a aucun enseignement de nature générique à en tirer* ». <sup>181</sup>

Sept recommandations peuvent être proposées en ce sens :

#### **1. Bien connaître les spécificités du pays concerné**

Afin de donner à la dissuasion toutes les chances de succès, les pays occidentaux devront faire des efforts particuliers de compréhension des cultures stratégiques nationales (leur

---

<sup>178</sup> Cette étude s'est limitée aux éléments politiques de la dissuasion. Le bon fonctionnement de la dissuasion nucléaire suppose également, dans la théorie classique, des conditions opérationnelles très spécifiques, notamment l'existence de capacités protégées de frappe en second.

<sup>179</sup> « In Defense of Deterrence », *The New-York Times*, 10 septembre 2002.

<sup>180</sup> Richard Ned Lebow, « Deterrence Failure Revisited », *International Security*, vol. 12, n°1, été 1987, pp. 212-213.

<sup>181</sup> Ziemke et al., op. cit., p. 7.

« *code opérationnel* »<sup>182</sup>), du mode de fonctionnement des régimes politiques, du profil personnel des dirigeants, et des moyens les plus adaptés de communiquer avec eux, notamment en temps de crise.<sup>183</sup> Ils peuvent également concerner des institutions susceptibles d'avoir une culture particulière ou une influence sur le processus de décision de l'État. De telles analyses doivent être régulièrement mises à jour, y compris pour tenir compte de l'évolution des équilibres internes aux régimes (ex : Corée du Nord de Kim Jong-Il) mais aussi de l'évolution personnelle de dirigeants restant longtemps au pouvoir (Joseph Staline, Saddam Hussein). Ces efforts, encore trop rares ou insuffisamment approfondis, devraient être systématisés, faire l'objet d'un projet gouvernemental de long terme, et, le cas échéant, de débats et d'échanges entre alliés.

## ***2. Menacer en priorité les instruments de la survie du régime***

Les politiques de ciblage devraient être adaptées en fonction de la connaissance fine des valeurs de l'adversaire, des instruments de son pouvoir, et des modes de préservation de la survie du régime – cette survie étant bien souvent l'objectif premier du *leadership*. Elle doit pouvoir concerner, si nécessaire, les valeurs *personnelles* d'un dirigeant (patrimoine familial, lieu réel ou supposé de naissance, notamment lorsqu'il s'agit d'un symbole national...). Elle pourrait, à l'extrême, menacer des symboles religieux ou centres de pouvoir spirituel – même à titre de bluff. A l'évidence, la capacité de menacer de tels objectifs devrait rester secrète, mais être communiquée à un adversaire.

## ***3. Ne pas hésiter à montrer notre détermination***

La détermination des gouvernements occidentaux à défendre leurs intérêts apparaît comme un paramètre clé dans l'exercice de la dissuasion. L'idée selon laquelle « l'Occident est faible », attache trop de prix à la vie de ses soldats et de ses concitoyens, et craint l'affrontement direct, est très largement répandue. Ceci milite en faveur d'un discours dissuasif fort – il s'agit de persuader l'adversaire que nous serions effectivement capables de franchir le seuil nucléaire – et de l'affichage ouvert de nos capacités nucléaires.<sup>184</sup>

## ***4. Transmettre un message clair par des canaux multiples***

L'ambiguïté est utile à la dissuasion : elle permet de préserver la liberté d'action des responsables politiques, et d'éviter que l'attaquant potentiel soit en mesure de calculer précisément les risques inhérents à une agression. Mais il convient de se garder des signaux trop ambigus, qui pourraient ne pas être compris par le pays menaçant. En outre, pour assurer la bonne compréhension des intentions du défenseur, des canaux de communications multiples doivent être utilisés.

---

<sup>182</sup> Cette expression fait référence à la première étude systématique de la culture stratégique soviétique : Nathan Leites, *The Operational Code of the Politburo*, The Rand Corporation, 1951.

<sup>183</sup> Une tentative dans cette direction a été proposée par Caroline F. Ziemke, Philippe Loustaunau & Amy Alrich, *Strategic Personality and the Effectiveness of Nuclear Deterrence*, Institute for Defense Analyses / Defense Threat Reduction Agency, IDA Document D-25537, novembre 2000.

<sup>184</sup> Selon plusieurs témoignages, les Nord-Coréens auraient été particulièrement préoccupés par le projet américain de nouveau système d'arme nucléaire pénétrant (*Robust Nuclear Earth Penetrator*).

### ***5. Laisser une porte de sortie à l'adversaire***

Il faudra néanmoins garder à l'esprit que dans certaines cultures, le choix de se battre même au risque de la défaite sera préféré à celui de la reddition dans le déshonneur. Une « porte de sortie honorable » devra souvent être ménagée.

### ***6. Envisager la « dissuasion indirecte »***

Au vu de ses limites et des incertitudes qui existent sur son bon fonctionnement, le concept de dissuasion par menace de représailles doit enfin être affiné et complété. L'une des pistes les plus intéressantes concerne ce que l'on pourrait appeler la « dissuasion indirecte ». Il s'agit, d'une part, de dissuader les exécutants (cf. opération américano-britannique préalablement à l'invasion de l'Irak 2003), et, d'autre part, de tenir pour responsables les dirigeants d'un pays sur lequel opèreraient des forces indépendantes, voire des groupes terroristes, ayant accès à des moyens de destruction de masse (ce que les États-Unis avaient envisagé dès 2001).<sup>185</sup>

### ***7. Investir de manière raisonnable sur les moyens de compléter la dissuasion***

Il reste, enfin, pour compléter la dissuasion par menace de représailles, l'aptitude à la « limitation des dommages » : options de préemption dans certaines circonstances, et capacité à absorber une agression (défense antimissile, protection de l'État...). Les progrès technologiques des vingt dernières années (renseignement, précision, interception...) permettent de considérer ces options avec davantage de bienveillance que ce n'était le cas par le passé.

\*

Ceci n'enlève rien aux vertus de la dissuasion, qui reste sans doute le moins mauvais des systèmes de défense qui ont été essayés au cours de l'Histoire.

---

<sup>185</sup> Un débat interne en octobre 2001 avait eu lieu sur la possibilité d'exercer une forme de dissuasion envers les États soutenant Al-Qaïda, afin de prévenir l'emploi de moyens de destruction de masse. Bob Woodward, *Bush at War* (New-York: Simon & Schuster, 2001), pp. 218s.